

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »  
Revue théorique  
« il comunista »  
Journal bimestriel en italien  
« el programa comunista »  
Revue théorique en espagnol  
«Proletarian»  
Journal en anglais

Journal bimestriel  
**N° 506**  
Janv.-Fevr.-Mars 2013  
50<sup>e</sup> année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,  
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

## DANS CE NUMERO

- Non à l'intervention militaire française au Mali ! A Bas l'impérialisme français !
- Karl Marx. La conception matérialiste de l'évolution historique
- Saint-Nazaire : Front unique des pompiers sociaux pour «sauver la Navale»
- Front Syndical de Classe : Faussaires Sociaux-Chauvins !
- La CNT ou le réformisme en « rouge et noir »

## Le battage autour du «mariage pour tous»: une diversion anti-prolétarienne

L'affaire du «mariage pour tous» a monopolisé l'attention des médias et l'activité du monde politique pendant de nombreux mois. Au moment même où le gouvernement PS-Verts, en syntonie avec le patronat et en collaboration avec les syndicats collaborationnistes, préparait tout un train de mesures anti-prolétariennes d'une ampleur sans précédente, au moment où les licenciements et les fermetures d'entreprises continuaient à un rythme soutenu, la question centrale en France semblait être devenue celle d'accorder ou non le droit aux couples homosexuels à se marier.

La droite organisait contre le mariage homosexuel une puissante campagne sous le thème de la défense de la famille, tandis que toute la gauche (1), extrême-gauche y compris, se mobilisait en faveur de la réforme gouvernementale.

Le caractère de **diversion** des campagnes et contre-campagnes à propos du mariage homosexuel est évident: il s'agissait d'éviter de parler des questions centrales qui regardent les travailleurs - qu'ils soient d'ailleurs hétérosexuels ou homosexuels! Le gouvernement a réussi à recréer autour de lui à cette occasion un large front politique (plus large encore que lors des élections) avec le très précieux résultat de faire disparaître aux yeux des travailleurs sa nature fondamentalement **pro-capitaliste**, alors même qu'il était en train de les attaquer!

C'est la démonstration de la force du gouvernement en dépit de l'impopularité inévitable de sa politique, et aussi des liens qui existent entre l'extrême-gauche dite «révolutionnaire» et ce gouvernement qu'elle prétend plus ou moins combattre.

L'opération politique gouvernementale a pleinement réussi, elle sera donc renouvelée, les prolétaires et militants d'avant-garde doivent le savoir et préparer leurs camarades de classe à ne pas tomber dans le piège des diversions à l'indépendance de classe: aucune illusion envers le gouvernement PS-Verts aux ordres des capitalistes dont toutes les mesures «progressistes» ne sont, au mieux, que de la **poudre aux yeux**, et au pire carrément anti-prolétariennes!

( Suite en page 2 )

## Pressé par les capitalistes, le gouvernement accentue son offensive anti-prolétarienne tandis que les syndicats veillent au grain

Le nouveau gouvernement de gauche à peine élu, dans une première période, après la rentrée, a eu à subir une série croissante de pressions des cercles capitalistes les plus puissants, tant au niveau national qu'international; en dépit de l'intention affirmée de s'attaquer au problème des déficits budgétaires, ce qui était critiqué, c'était non seulement la lenteur gouvernementale à prendre des décisions

Mais dès l'affaire des «pigeons», ces patrons de «start-ups» qui s'étaient mobilisés pour dénoncer la fiscalité qui les menaçait, et qui ont eu immédiatement satisfaction, les capitalistes ont été rassurés: ce gouvernement allait répondre à leurs attentes. L'annonce quelques semaines plus tard d'un crédit d'impôt aux entreprises de 20 milliards d'euros (10 milliards la première année, le reste sur les 2 ans suivants) qui seront financés par des mesures d'austérité imposées aux travailleurs, les a comblés. Leur satisfaction s'est encore accrue lors de l'accord «historique» des négociations entre le Medef et les syndicats, accord, ironiquement appelé de «sécurisation de l'emploi», qui facilite les licenciements.

Il restait pourtant un problème: quelle était vraiment le sens de l'attitude du gouvernement dans des cas concrets où des entreprises licencieraient ou imposaient aux travailleurs des sacrifices pour sauver leurs profits? Les déclarations tonitruantes du ministre Montebourg à propos de PSA ou de Florange (avec aussi sa menace d'une «nationalisation temporaire») pouvait inquiéter certains patrons - alors même que la vague de fermetures d'entreprises et de

pour s'engager dans cette voie, mais aussi les quelques mesures annoncées qui risquaient de léser des intérêts capitalistes: l'«indécision» de Hollande dénoncée par les médias visait son hésitation supposée à s'attaquer franchement et prioritairement aux travailleurs. Pour les bourgeois il est hors de question que des sacrifices leur soient imposés, même si c'est pour «sauver» l'économie capitaliste!

licenciements ne cesse de monter.

Là aussi, les éventuelles inquiétudes se sont rapidement dissipées, et les capitalistes les plus obtus ont fini par comprendre que toutes ces déclarations n'étaient que de la poudre aux yeux à destination des prolétaires; elles n'avaient d'autre but que de prévenir des luttes réelles et de détourner la colère des travailleurs vers des impasses (recherche de repreneurs, appels à l'Etat, nationalisme).

En effet devant la réussite de l'action conjuguée du gouvernement et des syndicats pour empêcher le déclenchement de luttes d'ampleur, le discours officiel a changé. Ne se donnant plus la peine de faire mine de critiquer le plan de PSA, le gouvernement l'a officiellement appuyé et débloqué des fonds nécessaires à sa réalisation; et quand Renault, encouragé par le bon déroulement de l'action de PSA a présenté aux travailleurs son chantage: où vous acceptez des sacrifices comme l'ont fait les travailleurs de la filiale espagnole, ou je ferme une usine en France, le gouvernement, par la voix du même Montebourg, a **appuyé** ce chantage! Le plan Renault signé par la CFDT, FO et la CGC prévoyant le gel des salaires, l'augmenta-

tion de la charge de travail (6% d'heures travaillées en plus) et la réduction du nombre d'emplois (8000 emplois en moins) est passé comme une lettre à la poste: la CGT n'a pas signé, mais n'a pas non plus organisé une lutte réelle, seuls des débrayages ponctuels ont eu lieu (voir sur notre site le cas de Cléon).

### L'ABSENCE DE RÉACTION PROLÉTARIENNE OUVRE LA VOIE À UNE GRÈLE D'ATTAQUES

Les mesures prises jusqu'ici ne peuvent cependant suffire à rétablir la bonne santé du capitalisme français. Celui-ci ne cesse de perdre des points face à ses concurrents: ses parts de marché à l'exportation s'effondrent, son déficit commercial s'accroît, son déficit budgétaire peine à se résorber, l'état de ses finances ne s'améliore pas (la France est le plus gros emprunteur de la zone euro et si elle a la chance d'emprunter pour l'instant à un taux bas, c'est uniquement parce que la situation financière de pays comme l'Italie ou l'Espagne est encore plus mauvaise); et

( Suite en page 2 )

## APERÇU SUR LA SYRIE (5) La Syrie indépendante

### LE RÉGIME EL ASSAD OU LA MAIN DE FER AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

A son arrivée au pouvoir en novembre 1970, sur la sinistre vague du «septembre noir» palestinien, Hafez el Assad fut fêté en sauveur par les artisans et les marchands du souk de Damas mobilisés par la bourgeoisie urbaine (1): il représentait en effet la victoire de la fraction du parti Baas défendant plus particulièrement les intérêts de la bourgeoisie commerçante, principalement damascène.

Le mouvement dit de «rectification» se traduisit donc immédiatement au niveau de la politique économique: l'intervention de l'Etat dans l'économie pour développer une base industrielle ne disparut pas avec le nouveau régime, mais elle s'accompagna de la levée de restrictions du commerce extérieur, de la restitution de certains biens nationalisés, de mesures d'encouragement au rapatriement des capitaux, de facilités de crédit aux entreprises privées, etc.; la conséquence en fut la forte augmentation de la part du secteur privé dans l'économie (2), en même temps que se dessinait une première ouverture aux investissements étrangers.

Sur le plan politique un «Front National Progressiste» (FNP) regroupant différents partis («communistes», nassériens, socia-

listes arabes...) qui acceptaient de se subordonner au parti Baas, était constitué pour donner une façade de pluralisme et élargir la base politique d'un régime répressif et autoritaire qui, au fil des années, s'appuiera de plus en plus sur les liens communautaires alaouites pour se protéger.

Mais dans un premier temps, c'est l'idéologie nationaliste arabe qui était exaltée, selon la classique tradition baasiste.

La participation aux côtés de l'Egypte à la guerre d'octobre 1973 contre Israël se solda par une nouvelle défaite militaire arabe, mais par une victoire politique du régime syrien; Hafez El Assad put se glorifier auprès de la population comme auprès des autres Etats arabes non seulement que les troupes syriennes parties à la reconquête du plateau du Golan perdu dans la guerre de 1967, avaient vaillamment tenu tête aux Israéliens, mais qu'à la différence de l'égyptien Sadate, il refusait de signer une paix séparée avec l'ennemi.

En conséquence, alors que l'Egypte était exclue de la Ligue Arabe (organisation regroupant tous les Etats arabes), la Syrie recevait une aide importante des Etats enrichis par la hausse des prix du pétrole qui lui permit de surmonter les destructions des bombardements israéliens et de connaître un redémarrage de la croissance économique et du développement industriel (3). Mais

dès 1975-76 la croissance laissait place à une crise économique (en phase avec la crise de l'économie mondiale), aggravée par l'arrêt des versements de l'Arabie Saoudite début 1976.

### LA RÉACTIONNAIRE OPPOSITION ISLAMISTE, EXPRESSION DE HEURTS D'INTÉRÊTS BOURGEOIS

La forte inflation et la progression du chômage, causée notamment par la crise de la production de coton, alors que la généralisation de la corruption et l'enrichissement rapide d'une poignée d'affairistes provoquaient la colère de larges couches de la population, débouchèrent sur une série de manifestations et d'émeutes à Hama, Alep et Homs, durement réprimées par l'armée (4).

Entre-temps la guerre civile avait éclaté au Liban et le premier juin 1976 les troupes syriennes intervenaient dans ce pays pour empêcher la victoire des combattants du camp dit «palestino-progressiste». Renforcées par l'appui syrien, les troupes phalangistes chrétiennes purent passer à l'offensive, s'attaquant en particulier au «camp» de Tall el Zatar qu'ils remportèrent après 52 jours de combat, y massacrant près de 3000 civils...

( Suite en page 4 )

## Pressé par les capitalistes, le gouvernement accentue son offensive anti-prolétarienne tandis que les syndicats veillent au grain

( Suite de la page 1 )

le rapport des forces avec son éternel rival allié allemand devient de plus en plus déséquilibré à son détriment.

De nouvelles mesures anti-prolétariennes sont donc inévitables et elles seront d'autant plus dures qu'il ne sera pas si facile pour les capitalistes de stopper la détérioration de leur situation; les profits des entreprises sont en berne (même les entreprises du CAC 40, qui regroupe les plus puissantes d'entre elles, ont vu baisser leurs profits, de 28%, en 2012), et les prévisions économiques pour l'année en cours ne sont pas fameuses: contrairement aux prévisions gouvernementales, toujours optimistes, la croissance ne sera pas au rendez-vous; alors que le gouvernement prévoyait une hausse du PIB (Produit Intérieur Brut) de 0,8%, la Commission Européenne estimait en février qu'elle ne serait que de 0,1%. Le plus probable est que la France connaîtra une récession, comme l'ensemble de la zone euro (le dernier trimestre 2012 a vu l'économie française se contracter de 0,3%, en rythme annuel).

Quoi qu'il en soit, alors que pour 2013 le gouvernement avait prévu un budget de rigueur de 20 milliards d'euros de hausse d'impôts divers et 10 milliards de baisse des dépenses, le ministre du budget a d'ores et déjà annoncé qu'il faudrait accroître les recettes pour trouver 4 à 5 milliards de plus.

Comme il n'est pas question de revenir sur les cadeaux accordés aux entreprises, ce sont bien évidemment les prolétaires qui supporteront l'essentiel de cette rigueur; gel des salaires et diminution des postes dans la fonction publique, hausse des taxes diverses ne suffiront pas, il faudra s'attaquer davantage aux dépenses sociales.

Les premières dans les collimateurs sont les retraites; les discussions en cours sur la réforme des retraites complémentaires entre «partenaires sociaux» n'ont pas débouché sur un accord au moment où nous écrivons; les syndicats avaient pourtant accepté le principe de la «désindexation» des retraites pendant 2 ans (c'est à dire leur baisse) et d'une hausse des cotisations, mais le patronat a trouvé cela encore insuffisant.

Peu importe en réalité; selon la presse le

principe de la désindexation a été repris par le gouvernement, qui a beau jeu de dire que ce principe a été accepté par les «partenaires sociaux»: même s'ils n'ont pas signé l'accord sur les retraites (ou pas encore), les syndicats ont ouvert la voie à cette attaque contre les travailleurs.

La plus grosse attaque programmée est cependant une nouvelle «réforme» générale des retraites, qui a été publiquement demandée par la cour des comptes et dont le principe est là aussi, paraît-il, décidé au niveau gouvernemental.

Cela en réalité ne devrait être une surprise que pour ceux qui, contre toute évidence, avaient cru à la fable selon laquelle le PS reviendrait sur la réforme Sarkozy: avant les élections présidentielles le responsable au PS du dossier des retraites n'avait-il pas déclaré qu'il faudrait reculer l'âge de la retraite à 65 ans?

Mais déjà le président (membre du PS) de la cour des comptes a annoncé l'attaque suivante: la réforme des indemnités de chômage qui sont – pour les patrons! – scandaleusement généreuses...

### LES SYNDICATS, INDISPENSABLES AUXILIAIRES DES ATTAQUES CAPITALISTES

Sous un gouvernement de droite, jamais une telle grêle de mesures anti-ouvrières n'aurait pu tomber sans entraîner des réactions prolétariennes, jamais une telle vague de licenciements aurait pu se produire avec si peu de luttes. Le gouvernement de gauche a sans doute perdu en quelques mois beaucoup de sa popularité initiale, mais il a rendu un fier service aux capitalistes; et il entend bien continuer à le faire dans les mois et années qui viennent. Il a pu le faire bien sûr grâce aux illusions que sème toujours le mécanisme électoral démocratique avec tous ses acteurs (de droite, de gauche ou d'extrême gauche), illusions selon lesquelles il suffit de changer les hommes au pouvoir, de remplacer les méchants par les bons, concrètement de «virer Sarkozy», pour que les choses aillent mieux, pour qu'une nouvelle politique soit mise en oeuvre, etc.

La réalité démontre une fois de plus que les lois et les besoins du système capitaliste s'imposent à tous ceux qui sont «au pouvoir» et qui n'ont en fait d'autre pouvoir que de leur obéir. Dans le cadre truqué de la démocratie bourgeoise, les différences de politique ne peuvent être que secondaires et partielles.

La défense des intérêts prolétariens ne peut y trouver un quelconque point d'appui; si elle ne veut pas être une farce, elle doit se mener dehors de ce système politique, sur le terrain de l'affrontement ouvert entre les classes, sur le terrain des luttes réelles, le seul où le prolétariat peut faire jouer en sa faveur son nombre et sa place décisive dans le fonctionnement de l'économie capitaliste: le capitalisme a besoin du prolétariat pour vivre, le prolétariat n'a pas besoin du capitalisme, il lui faut au contraire le combattre et le renverser pour vivre!

Ce n'est évidemment pas l'avis des forces réformistes en général, attachées qu'elles sont au bon fonctionnement de ce capitalisme, et des syndicats en particulier. Si certains d'entre eux ont refusé de signer les accords anti-ouvriers dont nous avons parlé, c'est uniquement pour ne pas se discréditer. Le gouvernement a ainsi publiquement remercié la CGT et FO pour avoir participé jusqu'au bout aux négociations sur l'emploi, considérant que même s'ils n'avaient pas signé, ils avaient contribué à l'accord final!

On nous rétorquera peut-être que ces syndicats (rejoints par la FSU et Solidaires) ont appelé à des manifestations le 5 mars contre cet accord; mais, organisées à la veille de la session parlementaire, celles-ci n'étaient rien d'autre que l'habituelle soupape de sécurité pour faire retomber la pression. Là où il aurait fallu organiser une lutte réelle pour obtenir le retrait de l'accord, le but donné aux manifestations n'était que d'exprimer un «*désaccord en direction du gouvernement, des députés et des sénateurs*» (appel commun CGT-FO)! Il faut s'appeler Lutte Ouvrière pour croire ou faire croire que ces manifestations pouvaient être «*le gage de voir le monde du travail se lever et rendre les coups*» (LO n°2326, 1/3/13); ou NPA pour profiter de cette journée d'(in)action pour appeler à «*un vrai mouvement d'ensemble, généralisé, dans la durée, qu'il faut construire. Toute la gau-*

*che sociale et politique doit être au rendez-vous*» (TEAN. n°184, 27/2/13): pour leur santé mentale on peut espérer qu'ils ne croient pas un mot de ce qu'ils écrivent, mais le fait est qu'en contribuant à duper les prolétaires, ils se révèlent être les auxiliaires des auxiliaires du capitalisme...

### L'ISOLEMENT DE LA GRÈVE À PSA AULNAY

Quand des luttes finissent par éclater, les appareils syndicaux s'emploient à les isoler. C'est le cas emblématique de PSA Aulnay où quelques centaines de travailleurs sont en grève depuis 7 semaines!

Jamais les organisations syndicales n'ont envisagé d'organiser un puissant mouvement de solidarité avec ces travailleurs, ne parlons pas d'une extension de leur lutte au groupe tout entier, au secteur automobile durement frappé ou aux centaines d'entreprises, souvent de petite taille, en difficulté aux quatre coins du pays!

Les bonzes syndicaux n'envisagent de chercher la solidarité... qu'auprès du gouvernement, appelé à intervenir au secours des travailleurs; par exemple dans un communiqué fin janvier où elle s'écriait: «*PSA tombe le masque, le gouvernement doit agir!*», la CGT 93 en appelait «*au préfet, aux plus hautes autorités de l'Etat, pour engager les initiatives nécessaires à la tenue de réelles négociations tripartites*» (1). Que les appareils syndicaux n'aient d'autres perspectives que l'appel au gouvernement n'est pas surprenant. Ce qu'il l'est un peu plus, c'est que des supposés révolutionnaires suivent la même ligne; c'est pourtant ce que fait la section locale de la CGT, dirigée par des militants de Lutte Ouvrière: quelques jours plus tard cette section affirmait dans un communiqué: «*Face à une telle obstination de la direction, et pour sortir de cette situation de blocage, les salariés en grève de PSA ont démarché les services de l'Élysée, il y a maintenant plusieurs jours. Sans réponse de leur part, les salariés demandent désormais qu'une délégation soit reçue par le Président de la République*» (2)...

Depuis le début, le leitmotiv de la sec-

## Le battage autour du «mariage pour tous»: une diversion anti-prolétarienne

( Suite de la page 1 )

### LES COMMUNISTES ET LE MARIAGE HOMOSEXUEL

Les communistes luttent contre toutes les oppressions et contre toutes les discriminations qui existent dans la société bourgeoise, qu'elle soient de nature raciale, religieuse, etc., ou sexuelle et même si elles ne touchent chacune que des minorités (2): ils combattent donc toutes les discriminations envers les homosexuels – qui dans certains pays sont passibles de prison, voire de la peine de mort. Ils ne le font pas au nom d'illusoire principes démocratiques, de rêves petits-bourgeois de liberté et d'égalité entre les citoyens, mais parce que toutes ces discriminations et oppressions particulières sont autant d'entraves à la lutte générale à la lutte des prolétaires; parce que même si elles touchent chacune en théorie des individus d'autres classes, elles font en fait partie du système d'oppression et de domination de la classe bourgeoise sur le prolétariat, qui seul en subit toutes les conséquences.

Mais si les communistes révolutionnaires reconnaissent donc sans hésiter le droit des couples homosexuels à se marier, cela ne signifie absolument pas que la lutte contre les discriminations, contre l'«*homophobie*», soit synonyme de la défense de cette institution bourgeoise qu'est le mariage!

Dans tous les pays, l'Etat s'efforce de maintenir et de défendre cette institution par tout un arsenal de mesures juridiques, législatives et économiques, parce qu'il voit dans

la famille fondée sur cette institution un pilier de la conservation sociale et de l'ordre bourgeois. L'abolition de cette famille, et donc du mariage qui l'institutionnalise, a fait dès l'origine partie du programme communiste. Le *Manifeste Communiste* explique que cette famille repose «*sur le capital et le profit individuel*» et qu'elle disparaîtra avec la disparition du capitalisme. En circonscrivant la revendication de la fin des discriminations contre les homosexuels, au vote de la loi dite du «*mariage pour tous*» le gouvernement PS-Verts a voulu consolider cette institution bourgeoise (et non l'affaiblir comme le prétendent ses adversaires).

Le caractère profondément réactionnaire de la «*défense de la famille*» des opposants à la réforme, ne doit pas dissimuler que tout ce qui renforce l'institution du mariage se fait aux dépens des millions de personnes, majoritairement des prolétaires, qui vivent en couple sans être mariés ou qui constituent ce que l'on appelle des «*familles monoparentales*» (à 85%, des femmes).

D'après la dernière étude statistique de l'INSEE, il y aurait près de deux millions de familles monoparentales (leur nombre est en progression constante: elles seraient 2,5 fois plus nombreuses qu'il y a 40 ans), et 30% d'entre elles vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Les pensions alimentaires sont de moins en moins payées, souvent en raison de la pauvreté du conjoint qui devrait la payer, les difficultés de trouver ou conserver un emploi avec des enfants à charge sont souvent quasi-insurmontables, etc. (3). Les «*défenseurs de la famille*» tout comme les

partisans du «*mariage pour tous*» se désintéressent de tout cela, parce cela ne concerne pour l'essentiel que des prolétaires!

La position de classe dans la question de la famille et du mariage ne peut donc en aucun cas être la défense d'une institution bourgeoise – le mariage –, en le présentant comme un «*droit*» ou un conquête qui devrait être accessible à tous, mais la défense des conditions de vie des prolétaires, qu'ils vivent ou non en couples «*légitimés*» par le mariage, et plus particulièrement de ceux qui constituent les «*familles monoparentales*», c'est-à-dire pour l'essentiel des mères de famille non mariées ou divorcées.

Sachant que seule la dictature du prolétariat pourra prendre des mesures drastiques pour émanciper les prolétaires dans tous domaines, et que l'abolition de la famille bourgeoise nécessite la transformation révolutionnaire de la société, il existe cependant dès aujourd'hui des revendications partielles, correspondant aux besoins pressants des prolétaires, dont voici quelques unes:

**Non aux discriminations homophobes ou autres! Egalité des droits pour tous les couples, mariés ou non, homo- ou hétérosexuels! Défense de la femme et de la mère de famille prolétaire! Restriction de la charge de travail à salaire égal pour les femmes enceintes! Gratuité des crèches, cantines et garde des enfants! Salaire intégral sans conditions pour les femmes en congé-maternité, revenu minimum garanti pour les familles monoparentales prolétariennes!**

Ce ne sont pas là des revendications à quémander à l'Etat bourgeois ou qui peuvent être l'objet de réformes graduées effectuées par des gouvernements de gauche au service du capitalisme.

Comme pour toutes les véritables revendications prolétariennes, elles nécessitent

pour leur réalisation, même partielle, le déclenchement et la généralisation de la lutte de classe, contre tous les pompiers sociaux et toutes les diversions.

(1) Cependant une frange de socialistes, sensible aux pressions religieuses, était réticente, ou même hostile: voir le cas de l'ancienne ministre socialiste Georgina Dufoix, bourgeoise protestante de Nîmes, qui a participé à la campagne de la droite contre le mariage homosexuel.

(2) Les estimations couramment reprises chiffrent à 100-150 000 le nombre de couples homosexuels: il s'agit donc d'une minorité plutôt conséquente. De même, le nombre d'enfants vivant au moins une partie du temps dans un de ces couples, est estimé s'élever à plusieurs dizaines de milliers, les chiffres avancés allant de 24 000 à... 300 000; on voit que le droit à l'adoption par les couples homosexuels, répond à une nécessité vécue quotidiennement par des milliers et milliers d'enfants.

(3) cf [http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/03/16/les-familles-monoparentales-delaissées-par-la-campagne-presidentielle\\_1670155\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/03/16/les-familles-monoparentales-delaissées-par-la-campagne-presidentielle_1670155_3224.html). Voir également l'étude de l'INED: [http://www.ined.fr/fichier/t\\_publication/1123/publi\\_pdf2\\_fr\\_famille\\_monoparent.pdf](http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1123/publi_pdf2_fr_famille_monoparent.pdf).

La progression du nombre de «*familles monoparentales*» se constate dans tous les grands pays capitalistes; leur proportion la plus forte se retrouve aux Etats-Unis (27%), en Grande-Bretagne (25% des familles) et au Danemark (20%); en France: 17% (chiffres de 2000).

Quant aux couples non mariés, ils constitueraient en France le quart de tous les couples.

tion, qui avait conclu une alliance avec le syndicat-maison, était de chercher l'implication du gouvernement, comme nous l'avions déjà relevé quand Sarkozy était encore président. Mais cette orientation est suicidaire; contrairement à ce que fait croire LO, l'Etat n'est pas une institution neutre, mais une machine au service exclusif des intérêts capitalistes. Quand bien même ce sont des politiciens «de gauche» qui sont à sa tête, il reste l'ennemi de la classe ouvrière. Face à lui comme face aux patrons, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leur détermination, sur la solidarité qu'ils doivent rechercher auprès des autres travailleurs, et surtout sur l'extension de leur lutte. Mettre en outre en avant des objectifs catégoriels comme la fabrication de la C4 à Aulnay, n'aide guère à briser l'isolement de la lutte.

Une autre perspective catastrophique est celle avancée par les protagonistes d'une «convergence des luttes» pour arriver... au vote d'une loi interdisant les licenciements boursiers (3)! Encore une fois c'est l'illusion que le salut des prolétaires ne peut venir que du parlement et de la démocratie bourgeoise...

Il n'existe malheureusement pas de solution qui permettrait aux prolétaires d'obtenir satisfaction sur leurs revendications en dehors de la lutte ouverte. La **reprise de la lutte de classe** ne sera sans doute pas facile dans la situation de paralysie où est plongée de puis bien trop longtemps la classe ouvrière; il n'y a cependant pas d'autres solutions et la crise capitaliste en fait ressentir la nécessité avec une force toujours plus pressante.

A l'instar d'un Valls qui dit redouter des «explosions sociales» (4), les bourgeois s'y préparent. Les prolétaires doivent s'y préparer eux aussi, dès aujourd'hui, en refusant la résignation, en repoussant les appels aux sacrifices devant les nécessités soi-disant supérieures de la défense de l'entreprise ou de l'économie nationale; mais aussi en combattant tous les faux amis et toutes les fausses perspectives et en tissant des liens avec les autres prolétaires.

A condition qu'ils retrouvent la voie de la lutte indépendante de classe, qu'ils réussissent à reprendre les méthodes et les moyens classés, ils pourront résister au déferlement des attaques capitalistes et trouver la force de contre-attaquer. L'avenir leur appartient!

(1) Communiqué du 21/1/13.

(2) Communiqué de la CGT PSA Aulnay du 6/2/13

(3) cf <http://www.humanite.fr/mot-cle/licenciements>

(4) Craignant que la colère qui «gronde depuis des années» conduise à des «explosions sociales», le ministre de l'intérieur a «enjoint ses services de suivre "au plus près" les conflits dans les entreprises en difficulté, afin d'anticiper d'éventuelles "radicalisations"». cf <http://www.republiquain-lorrain.fr/france-monde/2013/02/06/le-risque-d-explosions-sociales-inquiete-valls>

### Nouvelle publication du Parti « el proletario » No 1 - Diciembre de 2012

- El capitalismo español a la deriva
- ¿ Por qué «El Proletario» ?
- Marx sobre la deuda pública
- Rescate del sistema bancario a España. Las burguesías española e internacional prometen a los proletarios más explotación, más sufrimiento y más miseria con el fin de sanear su economía.
- La huelga de los mineros
- Marcha negra. El teatro de la lucha de clases
- Masacre de mineros huelguistas en Sudáfrica
- Crisis y lucha en Portugal
- Cuba: Hace lustros, «un carretero alegre pasó»...
- La lucha estudiantil en Quebec
- Huelga general del 14 de noviembre.

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina: US\$ 1,5; USA y Cdn: US\$ 2.

## Non à l'intervention militaire française au Mali ! A Bas l'impérialisme français !

Début mars, Hollande a annoncé que les troupes françaises allaient «commencer» à quitter le Mali «dès lors que les forces africaines seront en relai, appuyées par des Européens». Sans s'arrêter à l'ambiguïté voulue de cette déclaration, les médias ont triomphalement annoncé le départ prochain des soldats français, «mission accomplie».

Une diminution du nombre de ces soldats est probable, mais leur départ complet l'est beaucoup moins. D'abord parce que les «forces africaines» sur lesquelles comptent les impérialistes pour ne pas s'enliser dans un borborygme, tardent à venir et surtout à avoir une capacité militaire sérieuse, et que «les Européens» ont clairement dit qu'il n'était pas question pour eux d'avoir un autre rôle que celui d'instructeurs de l'armée malienne: ils se souviennent du précédent tchadien où les 3000 soldats qu'ils avaient envoyé en 2008 à la demande de la France «pour maintenir la paix» n'ont été utilisés que pour maintenir le régime assassin de Déby et protéger les intérêts français (1). Ensuite parce que l'Etat malien n'aurait pas la capacité, contrairement aux déclarations de son gouvernement provisoire, de résister à un retour des rebelles qui se sont enfiés devant les troupes françaises. Le plus probable est une situation à la tchadienne où des centaines de soldats sont présents dans le cadre d'une mission de paix (toutes les guerres se font au nom de la paix) depuis... 1986!

La guerre du Mali illustre parfaitement la phrase célèbre: «la première victime d'une guerre, c'est la vérité».

Rarement en effet le contrôle de l'information aura été aussi total que sous ce gouvernement PS-Verts; les seules informations étant celles diffusées par les services de propagande officiels – ou non officiels – de l'armée, on a eu droit ainsi aux images de foules en liesse agitant des drapeaux tricolores miraculeusement apparus au Mali en même temps que les soldats français, au bain de foule de Hollande à Gao, mais pas à celles de son discours devant une place vide à Bamako. Et quand une chaîne de télé a eu le malheur de montrer des cadavres, elle s'est fait aussitôt réprimander par le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) dans le plus pur style de l'ORTF gaulliste: il ne fallait pas briser l'image d'une guerre «fraîche et joyeuse»...

Cependant au bout de quelques semaines, même si le black-out est à peu près total sur les combats qui continuent à se mener dans le nord, des informations commencent à émerger (mais surtout dans les médias internationaux!) sur les exécutions sommaires de dizaines de civils commises par les troupes maliennes et sur les morts civils des «bavures» des bombardements français (2): beaucoup plus de civils ont été tués au cours de ces quelques semaines par les forces impérialistes et leurs supplétifs, que lors des 6 mois de domination des Islamistes dans le nord du Mali. Quant aux victimes militaires, si les 4 morts français ont été honorés en grande pompe dans des cérémonies officielles retransmises sur toutes les télé, à peine quelques entrefilets ont fait allusions aux «dizaines» de tués tchadiens (ceux-ci ayant été envoyés dans les zones les plus dangereuses) et maliens; et en ce qui concerne les «terroristes» que Hollande avait enjoint à ses troupes de «détruire», le nombre de morts est inconnu (il ne semble pas y avoir eu de blessés, et les prisonniers sont très rares): comme dans toutes les guerres coloniales, seul comptent les Blancs.

L'intervention militaire française aurait été déclenchée au nom de la lutte contre l'Islamisme: pure propagande à destination du public français pour camoufler le fait que ce n'était qu'une intervention impérialiste classique, comme la France en a commis des dizaines depuis l'accession à l'indépendance (très relative) de ses anciennes colonies!

Les Islamistes étaient bel et bien présents au nord du Mali (mais ils sont aussi présents à Bamako!), et ces organisations réactionnaires dont le financement venait en partie des gros commerçants locaux pour maintenir l'ordre et défendre leurs propriétés, en partie de l'Algérie pour étendre son influence dans la région et surtout pour faire pièce à l'indépendantisme touareg, et en partie des trafics en tout genre, ont imposé une domination brutale sur les masses déshéritées de la région (3). Il ne peut être question d'accorder le moindre soutien à ces groupes mi-politico-religieux mi-mafieux comme le font par

exemple les trotskystes de la LTF (4). Aujourd'hui au Mali comme hier en Algérie, les paras ne luttent pas pour libérer les populations mais pour défendre la domination impérialiste française; soutenir l'intervention française, comme l'ont fait certains anticolonialistes (5) parce qu'elle combat l'Islamisme, est donc une position aussi absurde et aussi désastreuse que celle-ci qui consiste à faire confiance à l'Etat bourgeois pour combattre le fascisme. Les Islamistes tout comme les Fascistes sont des ennemis mortels des exploités, mais on ne peut pas les combattre en s'alliant aux exploités et à leur Etat qui les utilisent quand ils en ont besoin. L'impérialisme français n'est pas aussi regardant en matière d'Islamistes en Syrie ou en Libye, et d'ailleurs le discours gouvernemental officiel a rapidement évolué pour ne plus parler que de lutte contre le Terrorisme (6) afin de ne pas s'aliéner les forces religieuses au Mali ou de ne pas se fâcher avec les Etats du Golfe dont la clientèle est ardemment recherchée.

Seule la lutte contre toute exploitation, la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, c'est-à-dire la **lutte indépendante de classe du prolétariat**, sans compromis avec aucune force ou aucun Etat bourgeois, peut entraîner derrière elle tous les opprimés et faire pièce aux réactionnaires, religieux ou autres. Face à cette énième criminelle intervention militaire française, il revient aux prolétaires d'avant-garde de rappeler à leurs frères de classe, français ou immigrés, que la véritable solidarité devant la misère, l'oppression et l'exploitation des populations du Mali et d'ailleurs, commence par la reprise ici de la lutte ouvrière en brisant la patriotique collaboration de classes.

Nous publions ci-dessous le tract que nous avons diffusé contre cette intervention.

(1) «Alors que les soldats de l'Eufor luttent avec un succès considérable contre les accusations de partialité liées à la présence en son sein d'un contingent français, le blocage de la France contre tout mandat politique a contribué au jeu politique du Président Déby, c'est-à-dire à l'utilisation du déploiement international comme une force de dissuasion psychologique contre une opposition armée et ses soutiens soudanais. (...) Grâce à l'Eufor, la France a donc activement contribué à renforcer Déby sans aider les Tchadiens à trouver une solution durable à leur crise. Le processus politique, déjà insuffisant, a été pris en otage par le régime et, grâce à l'Eufor, Déby a renforcé son contrôle sur l'Est», International Crisis Group, rapport n°149, avril 2009 (cité par Wikipedia).

(2) Selon le quotidien britannique *The Guardian* du 28/1/13 une attaque d'hélicoptères français a tué 12 villageois, dont des enfants. La FIDH a dénoncé des dizaines d'exécutions sommaires de civils par l'armée malienne ainsi que d'autres exactions. cf <http://www.fidh.org/Exactions-des-militaires-maliens-l-12788>

(3) En ce qui concerne les indépendantistes touaregs du MNLA, ils ont non seulement abandonné officiellement leur revendication d'indépendance, mais ils collaborent maintenant militairement avec l'armée française dans les combats contre Ançar Dine et le Mujao!

(4) «Contre la soldatesque néocoloniale française il faut sans hésiter défendre les nordistes bombardés, sans donner le moindre soutien politique à ces obscurantistes moyenâgeux. **Défense des insurgés nordistes contre l'intervention française!**». Extrait du tract: «Troupes impérialistes françaises, hors du Mali», 11/1/13. A l'inverse les trotskystes réformistes de la IVe Internationale dont fait partie la majorité du NPA préconisent une sorte d'«autre politique bourgeoise»: «La conquête et la libération du Nord des forces islamistes est avant tout politique, articulée sur le respect des différentes identités des populations du Nord, le développement humain et économique. La partie militaire doit être d'abord subordonnée à une volonté politique partagée par l'ensemble des populations du Mali» cf *Inprecor* n° 583-584 (mai 2012).

(5) C'est la position de Samir Amin. cf <http://www.m-pep.org/spip.php?article3184>

(6) Et même de lutte contre l'oppression des femmes: «La France est au Mali, parce qu'il y avait des femmes qui étaient victimes de l'oppression et de la barbarie» a déclaré Hollande le 7/3!

Depuis le 11 janvier le gouvernement français a déclenché une intervention militaire au Mali sous le prétexte de «sauver» ce pays contre une prétendue menace terroriste imminente et en «réponse» à une demande d'aide du «président par intérim» de ce pays.

Mais cela fait plusieurs mois que le gouvernement actuel de gauche, en continuité avec le précédent gouvernement Sarkozy, multiplie les manœuvres diplomatiques, les pressions sur le gouvernement malien et la préparation matérielle de forces militaires pour organiser une attaque militaire contre les insurgés du Nord-Mali.

Ne voulant pas apparaître au premier plan et pour éviter le risque d'un enlèvement sur le terrain, le gouvernement Hollande a essayé de mettre sur pied une force militaire africaine, qu'il aurait dirigé et dont il aurait seulement assuré la logistique, afin de suppléer à la faiblesse de l'armée malienne.

Sur le plan intérieur malien, le gouvernement français n'a reculé devant aucune pression pour obtenir du président intérimaire Dioncouda Traoré (qui, blessé par des manifestants et soigné à Paris, n'était pas très chaud pour rentrer à Bamako) une demande

d'aide officielle; celui-ci ne pouvait d'autant moins résister aux demandes françaises qu'il était confronté à des manifestations journalières demandant son départ. Dès le début de l'intervention militaire française, l'état d'urgence a été décrété rendant les manifestations interdites, tandis que les militaires se livraient à Bamako à des exactions et des opérations nocturnes d'intimidation contre les habitants venus du Nord.

Sur le plan diplomatique, une intervention militaire française rencontrait l'hostilité plus ou moins avouée de l'Algérie et des Etats-Unis, ainsi que d'autres pays européens. L'envoyé spécial de l'ONU, l'ancien premier ministre italien Prodi (l'Italie a des intérêts au Mali), se disait partisan de négociations et excluait toute action militaire avant un an. Le gouvernement Algérien était opposé à des opérations militaires, par crainte de voir son territoire touché par des combats, la frontière entre le Mali et l'Algérie n'étant pas facilement contrôlable; les Américains qui ont formé une partie des militaires maliens y compris des Touaregs qui se sont ensuite joints à la rébellion (1), avaient publiquement affirmé qu'une solution politique était sou-

haitable et que le plan français d'intervention militaire ne valait rien. En réalité ils n'avaient aucun désir de voler au secours d'un régime pro-français à Bamako: les déclarations d'unanimité et de solidarité dans la «lutte contre le terrorisme» - comprendre: lutte contre tout ce qui menace de perturber l'ordre capitaliste international - ne peuvent cacher les **sordides rivalités inter-impérialistes!**

Les vautours impérialistes français défendent leur «pré carré» africain (selon l'expression de l'ancien président socialiste Mitterrand pour désigner les anciennes colonies, devenues indépendantes mais restées dominées par la France) depuis des décennies y compris par des guerres et des interventions militaires, parce qu'il est la source de juteux profits pour les grandes et moins grandes sociétés néocoloniales. Mais l'inexorable poussée économique mais aussi politique des impérialismes concurrents menace de plus en plus les positions de l'impérialisme français, le contraignant à recourir à la **force** pour se maintenir.

Finalement, la décision française «unila-

( Suite en page 4 )

## Non à l'intervention militaire française au Mali !

( Suite de la page 3 )

terale» de déclencher l'intervention militaire a reçu le soutien verbal de toutes les puissances impérialistes, Américains, Russes et Chinois compris et des Etats de la région. L'Algérie, bon gré, mal gré, a accepté d'ouvrir son espace aérien aux bombardiers français et de fermer sa frontière aux rebelles maliens, tandis que les Etats africains de la CEDEAO ont commencé à envoyer au Mali les forces militaires promises.

Mais il n'est pas sûr que l'intervention militaire impérialiste en cours sera une promenade de santé; le gouvernement affirme qu'elle durera «*le temps qu'il faudra*» tandis que le nombre de soldats et les moyens mobilisés ne cessent de s'accroître au fil des jours : on parle maintenant de plus de 3000 soldats français, venus tant de la Côte d'Ivoire ou d'autres pays africains où ils sont stationnés, que de la métropole et les «spécialistes» militaires disent que la guerre sera longue...

\* \* \*

Le Mali, grand comme plus de deux fois la France mais peuplé de seulement 15 millions d'habitants, est un pays essentiellement agricole (plus de 70% de sa population vit à la campagne). Ancienne colonie française, il englobe à l'intérieur de ses frontières des populations diverses par la langue, les coutumes ou l'histoire que la débilite du développement économique et social n'a pas réussi à unifier, comme en témoignent les insurrections récurrentes des populations Touaregs du nord. La crise économique internationale, qui a eu des effets déstabilisateurs dans les pays de la région (voir le cas de la Côte d'Ivoire voisine) a inévitablement aggravé les contradictions internes du Mali, où derrière, la façade du «modèle démocratique malien» la classe dirigeante affairiste est associée à l'impérialisme pour piller les ressources du pays sans se soucier du sort de la population; des grèves ont eu lieu dans différentes entreprises, y compris les mines d'or, tandis que le chômage et la hausse des prix aggravaient le mécontentement parmi la population.

En mars de l'année dernière, à quelques semaines des élections, à la suite d'une mutinerie de soldats après la défaite militaire face aux rebelles, une junte militaire renversait le président Amadou Toumani Touré, soupçonné de vouloir négocier avec les indépendantistes Touaregs, et prenait le pouvoir. Mais sous la pression des Etats africains et de l'impérialisme français, la junte était contrainte de céder la place à un «gouvernement de transition»; cependant, imposé par l'étranger, ce gouvernement ne jouit d'aucune légitimité aux yeux de la population, plus sensible aux déclarations des anciens putschistes contre la corruption des politiciens. Entre-temps le nord du pays est passé sous le contrôle des rebelles Touaregs, puis d'organisations islamistes qui s'étaient fournies en armes en Libye: la chute du régime de Kadhafi sous les bombardements de l'OTAN a eu l'effet inattendu de faire disparaître un des **piliers de l'ordre impérialiste** dans la région...

Une soixantaine d'entreprises françaises sont présentes au Mali. Lors de la libéralisation des années 90, les grandes sociétés d'Etat (Banques, Télécoms, Textile, etc.) ont été privatisées au profit notamment de grandes entreprises comme Bouygues, Vinci, Vivendi, etc.

Avant les exportations traditionnelles de coton et de bétail, la principale exportation malienne est, depuis quelques années, l'or (70% des recettes d'exportation) dont les mines, très rentables, sont la propriété des grandes sociétés britannique, sud-africaine associées à l'Etat malien et dont une filiale de Bouygues assure la production (2). Le manque de capitaux a empêché jusqu'ici l'exploitation des autres richesses présentes au Mali; le Nord semi-désertique recèle probablement des gisements de pétrole (le géant pétrolier italien ENI, l'algérienne Sonatrach ainsi que d'autres sociétés moins importantes prospectent la région) et d'uranium.

Cependant l'importance du Mali pour les capitalistes français tient davantage à la position stratégique de ce pays: en s'opposant aux rebelles maliens, les soldats français protègent les gisements d'uranium exploités par Areva au Niger voisin (Areva y a déjà eu maille à partir avec des Touaregs). Mais plus généralement il s'agit pour l'impérialisme tricolore de sauvegarder, face à ses concurrents comme face aux révoltes des populations, sa position dominante dans la région: «*Au Mali, la France joue aussi l'avenir de sa présence en Afrique*» explique ainsi à ses lecteurs l'éditorialiste du quotidien patronal «Les Echos» (3).

Mais ce n'est pas qu'au Mali que l'impérialisme français est entré ces dernières semaines en action. Le jour même où des avions français commençaient à attaquer les rebelles maliens, une importante opération militaire était déclenchée en **Somalie** pour essayer de récupérer un agent des services secrets prisonnier des islamistes locaux; les militaires françaises ne se sont pas souciés d'avertir le gouvernement somalien de leur action sur son territoire: le gouvernement Hollande qui se gargarise du respect de la «légalité internationale» à propos du Mali a démontré ainsi, une nouvelle fois, que celle-ci n'était qu'un **chiffon de papier** que les gangsters impérialistes n'invoquent que lorsque cela les arrange...

En **République Centrafricaine**, le gouvernement Hollande avait juré haut et fort qu'il n'était pas question d'envoyer des soldats français pour sauver le régime qui, face à une rébellion soudaine, demandait l'aide de Paris (en réalité il y avait déjà une présence militaire française depuis 2002 dans la cadre de l'opération «Boali» de «consolidation de la paix»!). Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire entériné (ou provoqué?) par Paris, Bozizé avait fini par lasser les impérialistes qui traitaient son régime d'«autiste» parce qu'il refusait de suivre leurs «conseils». Fin décembre, des centaines de soldats français (ils seraient aujourd'hui près de 600) étaient donc malgré les déclarations de Hollande envoyés dans la capitale Bangui: mais c'était seulement, paraît-il, pour «protéger» les ressortissants français! En réalité, avec les militaires tchadiens déjà présents dans le pays, ces soldats avaient pour mission de dissuader une poussée des rebelles vers Bangui, tout en faisant pression sur le régime. Le «message» des impérialistes français est passé, semble-t-il: Bozizé a accepté la formation d'un gouvernement acceptable par l'opposition ainsi que son départ programmé du pouvoir. C'est de cette façon que le gouvernement PS-Verts conçoit la «non-ingérence» dans les affaires intérieures des pays africains...

Les interventions militaires et les guerres que mène depuis des décennies l'impérialisme français en Afrique (les dernières en date étant en Libye et en Côte d'Ivoire), ne sont en rien motivées par des soucis «humanitaires» ou «démocratiques» comme le prétend la propagande officielle; elles sont exclusivement causées par le souci de défendre les intérêts des entreprises qui continuent à mettre en coupe réglée ses anciennes colonies et à accroître leurs affaires ailleurs.

Si en dépit des contraintes économiques qui l'obligent à tailler dans ses dépenses, et même à «redimensionner» son appareil militaire, l'impérialisme français fait l'effort de maintenir un réseau de bases militaires qui quadrille une partie de l'Afrique, c'est bien parce qu'il retire des avantages sonnants et trébuchants de son rôle de **gendarme** de la région!

L'impérialisme français représente ainsi une **menace directe** envers toutes les éventuelles luttes d'émancipation des prolétaires et des populations opprimées et exploitées de ces pays, et plus généralement une menace envers le sort des populations civiles qui font toujours les frais des affrontements entre forces et Etats bourgeois.

Mais les bourgeois et leurs hommes de paille politiques vont aussi faire **payer les frais** de leur guerre aux prolétaires de France; d'abord en aggravant plus particulièrement la **pression policière** envers les travailleurs immigrés issus de ces régions (le plan «Vigipirate» a été renforcé et, selon la presse, les services policiers cherchent à accroître la surveillance des prolétaires d'origine malienne en France (au nombre de plusieurs dizaines de milliers), et en **aggravant l'exploita-**

**tion capitaliste** de tous.

Si au moment où était déclenchée la guerre du Mali, un accord «historique» était signé entre le patronat et les syndicats les plus collaborationnistes pour plier davantage les travailleurs aux exigences capitalistes, et Renault annonçait la suppression de milliers d'emplois, cela relève évidemment du hasard du calendrier.

Mais au fond, la **guerre impérialiste à l'extérieur** et la **guerre sociale à l'intérieur**, ne sont que les deux aspects d'une **même attaque du capitalisme** pour restaurer ses taux de profit en accroissant l'exploitation, la misère et l'oppression. Et ce n'est pas un hasard si cette attaque capitaliste, qui rencontre l'approbation unanime de tous les partis politiques, du PCF au Front National, est menée par un gouvernement de gauche: jamais un gouvernement de droite n'aurait pu asséner de tels coups sans susciter de réactions! Comme toujours, les larbins réformistes de la bourgeoisie ~ les grands appareils politiques et syndicaux (et leurs suivistes d'extrême gauche) ~ sont les seuls capables de paralyser la classe ouvrière quand elle est frappée par la classe ennemie.

Le déclenchement de la guerre au Mali, qui a provoqué par contrecoup la sanglante attaque contre le gisement gazier d'In Amenas en Algérie, doit être compris par les prolétaires comme l'illustration de ce que leur réserve le capitalisme en crise: non pas un avenir d'amélioration graduelle de leurs conditions après un moment difficile, mais un **avenir de sang et de larmes**, auquel il n'est possible d'échapper que par la lutte. Parce qu'il vit de leur exploitation, les prolétaires des métropoles impérialistes ont la possibilité de mettre fin au système capitaliste qui ensanglante la planète; il leur faut pour cela combattre sans hésiter toutes les attaques bourgeoises, dans la perspective de renouer avec la **lutte de classe révolutionnaire** qui leur a déjà permis dans le passé de se lancer à l'assaut du capitalisme: **les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner!**

A bas l'intervention impérialiste au

**Mali! Non à l'union sacrée en soutien à la guerre impérialiste!**

**A bas l'impérialisme français! Vive l'union internationale des prolétaires!**

**Vive la reprise de la lutte de classe contre le capitalisme mondial!**

20/01/2013

(1) Voir l'article du *New York Times* du 14/1/13 qui détaille les dépenses américaines pour former les militaires au Mali, dans le cadre de la politique anti-terroriste US en Afrique. Selon le quotidien 1600 militaires formés par les Américains (sur les 8000 que compte l'armée malienne) auraient rejoint avec armes et bagages la rébellion!

«*La rébellion islamiste utilise les soldats et les officiers formés par les américains qui ont fait défection de l'armée régulière du Mali l'an dernier, en emportant avec eux leur formation de la lutte contre le terrorisme, leurs compétences de combat avancées, ainsi que leur connaissance des méthodes de renseignement occidentaux. La France est maintenant à affronter un ennemi islamiste que les Etats-Unis ont involontairement aidé*», écrit un commentateur américain qui relève aussi la réticence des autorités U.S. à aider les Français.

(2) Les mines d'or maliennes sont particulièrement rentables. Selon un rapport de la FIDH (Fédération Internationale des Droits Humains) de septembre 2007, en 2005 la production d'une once d'or y avait un coût de 95 dollars alors qu'elle était vendue 245 sur le marché. Le cours de l'once d'or est aujourd'hui supérieur à 1600 dollars, alors que le coût de la production n'a pratiquement pas augmenté. Rien d'étonnant si la sud-africaine Randgold a annoncé l'année dernière des profits records pour sa mine malienne de Morila! Randgold et Anglogold sous-traitent la production à une filiale de Bouygues, Somadex. En 2005, la Somadex avait licencié 530 ouvriers pour avoir fait grève. Cf <http://www.peuples-solidaires.org/293-mali-sombres-mines-d%E2%80%99ot/>

(3) Cf *Les Echos*, 18-19/1/13

## APERÇU SUR LA SYRIE (5) La Syrie indépendante

( Suite de la page 1 )

L'intervention militaire syrienne avait reçu l'aval, implicite ou explicite, de l'impérialisme américain et des Etats bourgeois de la région (Israël avait donné son feu vert à la condition que les troupes syriennes n'aillent pas jusqu'à sa frontière, c'est-à-dire au sud-Liban) (5): une victoire des combattants palestiniens réfugiés au Liban et de leurs alliés, aurait risqué en effet de déstabiliser l'ordre impérialiste régional. Une nouvelle fois Hafez El Assad, le représentant du soi-disant «Front du refus» contre Israël et l'impérialisme, agissait donc, avec l'accord d'Israël, au service de l'impérialisme international en s'attaquant aux Palestiniens!

La présence militaire syrienne au Liban allait durer pratiquement trente ans (6), constituant une véritable rente pour la bourgeoisie et la hiérarchie militaire syriennes (7) qui allaient multiplier les affaires de toutes sortes. Mais dans un premier temps elle aggrava les difficultés économiques et politiques internes. Une vague d'assassinats politiques marqua la fin des années 70; elle fut d'abord imputée par les autorités syriennes à l'Irak, avant qu'elle ne soit attribuée aux Frères Musulmans (ou à une fraction issue de ce mouvement). Le régime y répondit avec sa férocité coutumière; outre la création de forces militaires lourdement armées spécialisées dans l'écrasement des troubles urbains, des milices armées, recrutées en priorité parmi les membres alaouites du Baas, chargées de la répression furent mises sur pied dans tout le pays. Ces véritables escadrons de la mort se rendirent responsables de divers massacres.

Alep, qui est la plus importante ville industrielle et commerciale du pays, fut le théâtre à partir de 1979 de nombreuses manifestations, attentats et assassinats après l'arrestation d'un chef religieux opposé au

régime; en dépit de la répression, une grève des commerçants éclata en mars 1980 et la fermeture du quartier des affaires dura pendant 2 semaines. A l'appel des Islamistes, la contestation s'étendit à d'autres villes et même Damas semblait sur le point d'embêter le pas. Dans cette situation grosse d'incertitudes pour le régime, le président des Chambres de commerce syriennes rallia les gros commerçants de Damas pour qu'ils prononcent publiquement leur soutien au gouvernement, faisant échec à l'extension du mouvement: la bourgeoisie damascène manifestait ainsi son appui au régime d'Hafez el Assad, dont elle avait beaucoup plus profité que la bourgeoisie d'autres régions.

Rassuré sur la situation dans la capitale, le gouvernement put mobiliser plusieurs milliers de soldats et des centaines de blindés qui, après avoir arrêté et massacré près de deux cent personnes dans la localité de Jisr al Shugur où des manifestants avaient attaqué le siège du Baas, instaurèrent un régime de terreur à Alep pendant près d'un an. Le nombre de morts a été estimé à 2000, auxquels il faut ajouter un nombre indéterminé de personnes arrêtées, brutalisées, torturées.

Les attentats continuèrent cependant, touchant même la capitale. En juin 81 après une tentative d'assassinat contre Hafez el Assad, près de 550 détenus accusés d'être membres ou sympathisants des Frères Musulmans furent en représailles tués de sang froid dans les cellules de la prison de Palmyre.

### LE MASSACRE DE HAMA

Mais à Hama, en février 1982, le régime fut confronté pour la première fois à une véritable insurrection: quelques centaines d'insurgés prirent d'assaut les postes de police et bâtiments officiels et se rendirent maîtres

## APERÇU SUR LA SYRIE ...

de la ville. Plus de 10 000 soldats furent alors envoyés pour écraser les insurgés qui se retranchèrent dans les vieux quartiers aux ruelles inextricables. Les combats durèrent 3 semaines et la répression particulièrement sauvage fit peut-être de 10 à 25 000 victimes (soit près du dixième de la population de la ville!) (9), beaucoup d'entre elles, souvent des familles entières, ayant été exécutées sans jugement. Nombre de personnes emprisonnées disparurent à jamais.

La révolte de Hama, et plus généralement les troubles de cette période, sont le plus souvent présentés comme une insurrection confessionnelle, comme un lutte d'essence religieuse. Mais si la révolte contre le régime s'est faite derrière le drapeau de l'islamisme, de la lutte contre la secte des Alaouites et/ou du nationalisme antisioniste, il s'agissait en fait d'un conflit entre fractions bourgeoises.

«Ce n'est pas tant Hama "la Pieuse" qui se soulève contre le laïcisme du Baas, que les grandes familles d'industriels de la ville, ruinées par les usines d'Etat (...). Et si Alep devient l'épicentre du mouvement islamiste, c'est en partie parce que sa bourgeoisie a particulièrement souffert de la réforme agraire et que la capitale du Nord s'est vue davantage marginalisée par Damas, sa rivale. Les élites traditionnelles des grandes villes sunnites, Alep, Homs et Hama, qui sont derrière les manifestations urbaines depuis 1971, sont les alliés objectifs des Frères [musulmans]. Elles leur fournissent les fonds et les armes», écrit une spécialiste de la Syrie (10). Il faut ajouter que les ingérences extérieures pour soutenir ces mouvements de révolte sont plus que probables (11).

Mais ce qui est le plus important de relever, c'est que, grâce à l'idéologie religieuse, les forces bourgeoises régionales lésées par les orientations économiques du régime purent détourner et mobiliser à leur profit le mécontentement de larges secteurs de la petite-bourgeoisie et des couches paupérisées de la population urbaine.

La classe ouvrière, étroitement muselée dès l'origine avec l'appui des prétendus «communistes» par le régime baasiste qui interdit le droit de grève et le droit d'organisation syndicale indépendante (code du travail de 1985), n'était absolument pas en mesure de se manifester comme une force autonome, et encore moins comme une force de classe combattant le capitalisme – ce qui aurait été la condition pour réduire l'influence de l'Islamisme réactionnaire sur les masses en s'appuyant sur le mécontentement général pour se mettre à la tête de la lutte contre un régime haï. C'est la situation qui se répète malheureusement trente ans plus tard...

Le massacre de Hama marqua la fin de l'opposition islamiste au régime et même pratiquement de toute opposition (si l'on excepte la tentative malheureuse de Rifaat el Assad de s'emparer du pouvoir à l'occasion de la maladie de son frère Hafez), alors même que la Syrie connaissait une grave crise économique à partir de 1986. Virtuellement en faillite, l'Etat se trouva incapable de payer ses dettes alors qu'il devait faire face à d'importantes dépenses militaires, la moitié du budget y étant consacré: il fut obligé de faire appel au FMI.

Ce seront finalement le développement de la production pétrolière, devenue première ressource d'exportation syrienne, puis l'enrôlement de la Syrie dans la coalition américaine lors de la première guerre américaine contre l'Irak, qui permettront un redémarrage de la croissance économique au début des années quatre-vingt dix. Les aides financières de l'Arabie Saoudite (où des troupes syriennes protégeaient les installations pétrolières) et des pays du Golfe, une ouverture (limitée) aux investissements étrangers et des mesures de libéralisation économique, firent plus que compenser la perte de l'allié soviétique: un véritable boum économique s'en suivit, avec une croissance du PIB de l'ordre de 10% par an pendant quelque temps. Mais ce n'était qu'un feu de paille; à partir de la deuxième moitié des années quatre-vingt dix, la croissance ralentit et l'économie entra en récession lors de la chute des prix du pétrole. Au point qu'un rapport officiel

du nouveau gouvernement installé par Bachar el Assad, pouvait écrire que les années 1997-2003 avaient été des «années perdues» pour l'économie syrienne.

LES ILLUSIONS  
DU «PRINTEMPS DE DAMAS»

L'accession au pouvoir de Bachar el Assad à la mort de son père en 2000 fut suivie d'une libéralisation politique, sans aucun doute limitée, mais qui tranchait avec la période précédente; pour la première fois des critiques des orientations économiques du régime paraissaient dans la presse officielle, les partis membres du FNP étaient autorisés à avoir une certaine indépendance, la lutte contre la corruption était une nouvelle fois annoncée, etc. Une centaine d'intellectuels signèrent une déclaration publique demandant la levée de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques, le pluralisme politique, des forums de discussion s'organisaient parmi l'intelligentsia...

Il ne fallut pas longtemps pour que se dissipe l'illusion du démocratisme «printemps de Damas» vanté par les médias internationaux; dès que Bachar eut consolidé son pouvoir, les services de sécurité arrêtaient les intellectuels et les opposants démocrates qui avaient mordu à l'hameçon!

Cependant pour l'impérialisme, autrement plus importantes étaient les perspectives de «réformes économiques» et d'ouverture aux capitaux internationaux que mettaient en avant la nouvelle équipe.

Chirac, en porte-parole d'un impérialisme français qui ne peut rester à l'écart d'une région où il a toujours d'importants intérêts, se proposa de jouer le rôle d'introducteur du jeune président syrien auprès des puissances capitalistes européennes; un accord d'association économique avec l'Union Européenne, en discussion depuis des années, qui prévoyait la libéralisation de l'économie syrienne, fut paraphé; des spécialistes français furent chargés de réaliser un «audit» des structures économiques étatiques de la Syrie en vue de leur réforme et de leur privatisation; la concession d'un important gisement gazier fut promis à Total (qui était déjà présent dans le pays dans l'extraction pétrolière), etc.

Mais là aussi les perspectives d'ouverture se révélèrent vite illusoire; les mesures de privatisation et de libéralisation économiques se firent essentiellement au profit de capitalistes locaux, l'accord avec l'Union Européenne n'entra jamais en application et la concession gazière échappa à Total (12).

Ulcéré, l'impérialisme français, qui se heurtait en outre aux intérêts syriens au Liban (par exemple à propos de l'éventuelle privatisation du port de Beyrouth), incita le premier ministre libanais Hariri à déposer avec la France et les Etats-Unis une motion au Conseil de sécurité de l'ONU pour exiger le retrait des troupes syriennes au Liban. La réponse de Damas ne se fit guère attendre: quelques mois plus tard, en février 2005, le milliardaire Hariri, «ami personnel» de Chirac, lié à l'Arabie Saoudite et qui avait été intronisé par la Syrie avant de devenir son opposant, était tué dans un attentat (13). Toutefois les pressions américaines, européennes et saoudiennes furent telles qu'elles contraignirent la Syrie à mettre fin à sa présence militaire au Liban - ce qui ne signifiait pas la fin de son influence multiforme sur ce pays, mais l'affaiblissait cependant.

Ostracisée par les Etats-Unis sous l'administration Bush à cause de son soutien au régime de Saddam Hussein et à son alliance avec l'Irak, en butte pour les mêmes raisons à l'hostilité de l'Arabie Saoudite et de l'Europe après l'assassinat de Hariri, la Syrie, abandonnant au passage sa revendication territoriale historique sur la région d'Antioche (Alexandrette) donnée à la veille de la deuxième guerre mondiale par la France à la Turquie, s'est alors tournée vers le gouvernement d'Ankara, dont les rapports avec Israël s'étaient de plus en plus dégradés. Elle a également accru ses liens économiques avec la Chine et le Qatar.

Mais ses principaux soutiens restent l'Irak qui, à travers l'Irak chiite, a un accès par la Syrie à la Méditerranée et au commerce mondial; et la Russie qui dispose sur la côte syrienne de sa seule base militaire navale en Méditerranée et de sa dernière au Moyen-

Orient. Inexorablement évincée au cours des dernières décennies de ses positions dans la région par l'impérialisme américain, avec la perte de cette base, si limitée soit-elle, la Russie serait pratiquement rejetée au rang de puissance bloquée dans la Mer Noire, sans plus aucun accès facile aux «mers chaudes»!

En ce qui concerne l'impérialisme français, la posture de confrontation avec le régime d'el Assad suivie par Chirac était de plus en plus critiquée dans les cercles impérialistes intéressés à la région, peut-être alarmés par le fait que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne s'emparaient de parts du marché syrien perdues par la France, mais surtout désireux d'arriver à un accord avec la Syrie au Liban. Aussi, dès son élection à la présidence, Sarkozy entreprit de renouer avec Damas, d'abord sur le plan de la coopération policière anti-islamiste, ensuite sur la question libanaise (accords dits de Doha sous l'égide du Qatar pour la formation d'un gouvernement libanais d'«union nationale») et enfin pour l'intégrer dans son fumeux projet impérialiste d'«Union pour la Méditerranée».

«Même s'il n'y avait pas de Syriens, il y aurait un problème syrien» a écrit un historien souvent cité (14). La position géostratégique de la Syrie lui confère une importance dans la politique régionale et mondiale de l'impérialisme sans rapport avec son poids économique propre et quel que soit le régime en place.

C'est pourquoi dans la guerre civile actuelle, comme dans toutes les crises précédentes, les puissances capitalistes locales et internationales ne peuvent manquer d'intervenir pour pousser leurs pions et faire avancer leurs intérêts. C'est ce qu'a fait et ce que fait l'impérialisme français en misant sur la chute du régime qu'il venait de courtiser, comme il l'avait déjà fait en Libye. Et c'est aussi ce qu'a fait et fait la Turquie, rompant avec un régime qui se révélait incapable de maintenir l'ordre sur son territoire: à plusieurs reprises le gouvernement d'Ankara a menacé d'une intervention militaire, en particulier au cas où les Kurdes de Syrie devenaient indépendants. Et si la situation en Syrie évoluait vers un chaos «incontrôlable» pour l'impérialisme, la Turquie, renouant avec l'ancienne domination ottomane, serait la seule puissance à même d'envoyer des troupes pour rétablir le talon de fer de l'ordre bourgeois...

Quelle que soit l'issue à court terme de la tragédie syrienne actuelle, même si par extraordinaire un accord négocié sous l'égide de l'impérialisme mondial entre l'opposition et le régime mettait fin aux combats, tant que le prolétariat n'aura pas renversé le capitalisme international, la Syrie et plus généralement le Moyen-Orient resteront une zone de tempête, un foyer de tensions toujours prêtes à exploser et à donner naissance à des affrontements violents et à des guerres entre les diverses puissances capitalistes, régionales et mondiales, dont les masses exploitées et opprimées sont toujours les victimes.

(A suivre)

(1) cf Caroline Donati, «L'Exception syrienne», Ed. La Découverte 2009, p. 60.

(2) Bien que la plupart des nouvelles entreprises privées industrielles étaient de petite ou très petite taille, le secteur privé réalisait en 1972 plus du tiers de la production industrielle et employait 62% de la main d'oeuvre du pays. cf Fred H. Lawson «Why Syria goes to war», Cornell University Press 1996, p. 79.

(3) Les Etats arabes s'engagèrent à fournir à la Syrie une aide d'un milliard de dollars par an, qui servit, outre à la reconstruction, à la création de grands établissements industriels. Comme cela arrive dans ce genre de situations, il s'agit souvent d'«éléphants blancs» improductifs qui enrichissent surtout les multinationales qui les fournissent et les intermédiaires locaux. Les cas les plus célèbres en Syrie de ces désastres pour les finances syriennes ont été une usine de pâte à papier construite par un consortium italo-autrichien et une usine d'ammoniaque construite par la firme française Creusot-Loire. cf Patrick Seale, «Assad. The struggle for the Middle East», IB Tauris and co., 1990, p. 448.

(4) cf Fred. H. Lawson, op. cit., p. 83-93.

(5) Cet accord d'Israël, dit de la «ligne rouge», fut défini dans une lettre à Kissinger, qui le transmit à Damas. cf Patrick Seale, op. cit., p. 279-280. Israël voulait avoir les mains libres au sud Liban, mais la conséquence est que les réfugiés palestiniens y installèrent un véritable «Fatahland». Lorsque les troupes israéliennes envahirent le sud Liban en 1982 pour y mettre fin, les troupes syriennes, respectant à la lettre l'accord de 1976, ne bougèrent pas le petit doigt pour venir au secours des Palestiniens. Mais cela n'empêcha pas les Israéliens de les attaquer dans le but de les refouler du Liban où ils voulaient installer un régime à leur botte. Les Américains durent s'y prendre à plusieurs fois pour imposer aux troupes de Sharon l'arrêt de leurs attaques contre les Syriens.

(6) Les troupes syriennes se livrèrent à différentes attaques, tantôt contre les Chrétiens, tantôt contre les «Palestino-progressistes» avant que leur présence soit définitivement acceptée. En février 1987, elles pénétrèrent dans Beyrouth Ouest avec la bénédiction impérialiste pour empêcher que les combats entre les «partis progressistes» et les Chiïtes d'Amal ne débouchent sur une situation «incontrôlée».

(7) Selon certaines estimations, les bourgeois syriens tiraient, de façon directe ou indirecte, près de 2 milliards de dollars par an de la présence syrienne au Liban (*Libération*, 29/4/2005). Une dépêche de l'AFP du 2/3/2005 estimait ces prélèvements à seulement 750 millions de dollars. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de doute que cela représentait une véritable manne pour certains secteurs de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire syrienne engagés dans toute une variété de trafics.

(8) cf Nikolaos Van Dam, «The struggle for power in Syria», IB Tauris, 2011, p. 105-112;

(9) Le gouvernement syrien réussit à empêcher que circule l'information sur le massacre de Hama. On peut consulter sur internet une brève histoire à [www.massviolence.org/Article?id\\_article=139](http://www.massviolence.org/Article?id_article=139). Des informations ont fait état du refus de soldats à obéir aux ordres, et même à des désertions pour rejoindre la rébellion (cf Seale, op. cit., p. 133). Mais les Frères Musulmans affirmèrent que les troupes envoyées écraser l'insurrection avaient été triées pour ne pas que s'y trouvent des soldats originaires de la région et pour que les officiers soient très majoritairement alaouites afin d'empêcher tout refus d'obéissance (cf Van Dam, op. cit. p. 114-115).

(10) cf Caroline Donati, op. cit., p. 91. Elle écrit aussi que la charte des Frères Musulmans publiée en 1980 «reflète les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie»: «Priorité à la propriété et au secteur privés, liberté économique pour les marchands et artisans, protection de l'Etat pour les petits entrepreneurs». Les cadres du mouvement islamiste sont des religieux (oulémas) issus de familles commerçantes; «à côté d'eux se trouvent des éléments de la petite bourgeoisie marchande des souks, marginalisés par les nouveaux entrepreneurs, pénalisés par la politique de modernisation des grandes installations industrielles du secteur public autour d'Alep et de Hama (...) gênés enfin par les interventions de l'Etat dans le commerce».

(11) Les Irakiens, qui voulaient faire payer au régime syrien son soutien à l'Iran dans la guerre en cours, relayèrent à la radio les appels des Islamistes à la généralisation de la révolte. Les autorités de Damas mirent en cause les Etats-Unis et Israël, tandis qu'à Paris certains journaux parlèrent de soutien français aux Islamistes syriens, en repré-sailles d'attentats syriens...

(12) Selon l'économiste Samir Aita, l'éviction de Total est généralement considéré comme la principale cause du conflit politique entre la Syrie et la France au cours de ces années. cf «La Syrie au présent», Actes Sud, 2007, p. 571.

(13) Mais selon le journal économique américain *Fortune*, l'assassinat de Hariri serait lié au scandale de la faillite de la banque libanaise Al Madina qui abritait des intérêts syriens. cf *Fortune Magazine*, 11/5/2006.

(14) cf. Albert Hourani, «Syria and Lebanon. A political essay», Oxford University Press, 1946, p. 6.

# Front Syndical de Classe : Faussaires Sociaux-Chauvins !

Depuis quelques années, dans la CGT et la FSU – cartel de syndicats de l'Education nationale corporatistes et cogestionnaires – se développe un courant «critique» des directions: le *Front syndical de classe*. Comme il l'a fait en 2009 au congrès confédéral de la CGT en présentant un candidat contre Bernard Thibault, le FSC entend animer l'opposition lors du congrès de Toulouse. Mais en réalité ces prétendus «syndicalistes de classe» partagent la même orientation non classiste que les directions qu'ils critiquent.

## LE FSC ET LE CONGRÈS DE LA CGT

Dans les contributions publiées sur leur site dans le cadre de la préparation du prochain congrès de la CGT, on peut lire que deux tendances vont s'affronter: les partisans de la collaboration des classes, et les partisans de la lutte de classes. Voilà qui est parler net!

Mais examinons d'un peu plus près ce que disent et proposent ces partisans auto-proclamés de l'héritage de classe de la CGT. Pour eux, les «camarades» de la direction font «erreur». Cette erreur, c'est la recherche de l'alliance avec la CFDT et les «organisations réformistes» (la CGT ne faisant donc pas partie de ces dernières); cette stratégie qui a «échoué» selon le FSC, «découle bien évidemment de l'appartenance, comme presque tous les syndicats français, à la CES [Confédération Européenne des Syndicats]. Cette alliance correspondant sur le fond à leur intégration dans l'Union européenne» (1).

Leur texte se termine en affirmant «qu'il n'y a pas d'issue à la crise et de moyens d'avancer vers la satisfaction des intérêts de tous (en matière de santé, de sécurité sociale, de retraite, de salaires, de créations d'emplois stables...) sans porter en avant les revendications essentielles des travailleurs».

Il existerait donc selon eux une issue à la crise, et elle passerait par la satisfaction des revendications des travailleurs: éternel discours de tous les réformistes qui affirment non seulement que les revendications prolétariennes peuvent être satisfaites par le capitalisme, mais qu'en plus celui-ci s'en porterait mieux! Si ce n'est pas là la justification de la collaboration des classes (dénoncée quand elle est pratiquée par les «camarades» dirigeants), qu'est-ce que c'est?

Il faut aussi pour surmonter la crise, continue le texte du FSC: «remettre en cause: la domination des marchés financiers, la propriété capitaliste des moyens de production, le paiement de la dette, les traités européens qui organisent le pillage et recouvrir la souveraineté monétaire, la souveraineté nationale, et [recouvrer] de nouveaux droits pour les travailleurs».

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre une quelconque «souveraineté monétaire» et «souveraineté nationale»; ils n'ont pas de patrie, et leur premier ennemi est «chez eux»: ce n'est pas l'Union Européenne, mais les capitalistes français et leur Etat national. Les revendications de souveraineté nationale sont **anti-prolétariennes**. Tous les réformistes, tous les partisans de la collaboration des classes, veulent leur faire croire qu'il existe un intérêt supérieur aux intérêts de classe prolétariens, un intérêt qui serait commun à tous: l'intérêt national. Mais **l'intérêt national, c'est l'intérêt du capital**.

Depuis 1848 les communistes affirment ouvertement que leur lutte n'est pas nationale mais internationale et que les prolétaires n'ont pas de patrie! Et que ceux-ci doivent lutter non pas pour de «nouveaux droits» qui leur seraient reconnus par leurs maîtres capitalistes, mais pour renverser ces derniers et prendre entre leurs mains tout le pouvoir.

Quant à la «remise en cause» (sic!) des «marchés financiers» et de la «propriété capitaliste des moyens de production», si on explique pas que cela signifie le **prise révolutionnaire du pouvoir** et l'instauration de la **dictature du prolétariat pour briser l'Etat bourgeois et déraciner le capitalisme**, ce n'est rien d'autre qu'une formule creuse qui se résume finalement à la revendication réformiste traditionnelle des nationalisations: transformer les entreprises capitalistes privées en entreprises capitalistes d'Etat. La propriété change, l'exploitation capitaliste reste...

Le FSC peut bien appeler à faire pression pour imposer «aux directions confédérales

de s'engager dans une lutte frontale de haut niveau au lieu de s'ensabler dans les marécages du «dialogue social» et du «partenariat responsable» en vue d'un «compromis historique» dévastateur» (3); bref, il peut bien appeler à redresser la CGT, les appareils syndicaux collaborationnistes, dont fait partie au premier rang la CGT, ne peuvent pas être «redressés» pour redevenir des organisations de classe. Depuis des décennies, ils sont intégrés, non dans l'Union Européenne, mais dans le réseau serré des institutions de la paix sociale et de la collaboration des classes.

Le FSC pourfend en paroles la collaboration des classes, mais il n'appelle pas à rompre avec toutes ces institutions qui en sont la machinerie, depuis les Comités d'Entreprise jusqu'aux innombrables instances «paritaires» utilisées par la bourgeoisie pour s'attacher ces organisations prétendument ouvrières et corrompre les travailleurs qui y participent; il n'appelle pas à refuser les subventions et financements divers du patronat et de l'Etat sans lesquels l'appareil syndical ne pourrait se maintenir. Soit parce qu'il sait que c'est impossible, soit parce qu'il est d'accord avec cette intégration-là. Dans les deux cas cela démontre la fausseté de ses paroles.

Si les communistes se doivent de travailler, quand c'est possible, à l'intérieur des syndicats, ce n'est pas dans le but de redresser ou de conquérir des appareils irréductiblement liés à l'ordre économique et social existant; ni dans celui d'y instaurer une «démocratie syndicale» qui permettrait aux révolutionnaires de se voir aimablement reconnaître leur liberté d'action par la bonzerie vendue à la classe ennemie.

La seule activité possible doit se mener à la base, au contact des travailleurs du rang; c'est la lutte pour l'organisation classiste des prolétaires, lutte qui se heurte inévitablement aux orientations et aux pratiques collaborationniste des appareils syndicaux. Il faut être clair: **la renaissance d'organismes de classe pour la lutte immédiate se fera sans ces derniers et contre eux...**

## LE SOCIAL-CHAUVINISME DU FSC

**Fondamentalement, le FSC défend une vision braillarde de la politique de la direction de la CGT.**

L'année dernière, tout comme Bernard Thibault, il a appelé à voter François Hollande; le tract FSC pour le 1er mai avait comme titre: «Sortir Sarkozy, Battre la politique du capital!». La politique du capital était donc seulement celle du président sortant, et les urnes pouvaient la mettre en échec, prétendaient ces terribles lutteurs de classe! D'après le FSC, «la réélection de Sarkozy aurait constitué un terrible coup pour les luttes, ouvrant la voie à une aggravation sans limites d'une politique de plus en plus droitisée» («Et maintenant le déploiement de la lutte!», 9/5/12). On voit aujourd'hui que ce sont ceux pour qui le FSC a appelé les travailleurs à voter qui assènent des coups aux prolétaires, qui aggravent la politique anti-ouvrière et qui étouffent les luttes...

Justement dans les luttes, le FSC propose en pratique la même stratégie que les bonzes syndicaux: journées d'(in)action à répétition et «manifestations nationales». Il soutient toutes les journées d'action – qui ne servent qu'à démobiliser les prolétaires et à éparpiller les luttes – les présentant comme «un premier élément de la résistance et de la mobilisation générale public-privé à construire» (4) ou «un premier pas dans la résistance» («Le 5 mars et après?», 28/2/13). Il va même jusqu'à saluer cette politique néfaste de démoralisation jugeant qu'«il est positif de voir que la CGT, la FSU et Solidaires ont pris leur responsabilité et appelé à la mobilisation sans attendre le feu vert des organisations d'accompagnement de la casse

sociale que sont la CFDT ou l'UNSA» (5).

Face à la vague de licenciements dans l'automobile, il défendait également l'idée d'une manifestation nationale («Il y a urgence d'une manifestation nationale à Paris», 9/7/11), et de même aujourd'hui contre l'accord patronat-syndicats sur la «sécurisation de l'emploi» («Le 5 mars et après?», 28/2/13); mais les manifestations sans lendemain de ce genre, régulièrement organisées par le collaborationnisme syndical, ne servent à rien, sinon à détourner les prolétaires de la véritable lutte d'ensemble contre le patronat et son Etat.

Bref, si on cherche une opposition lutte de classe dans la CGT, il ne faut pas se tourner vers ce «front» qui refuse – comme toute la bonzerie – le retour aux véritables méthodes classistes de lutte!

Nostalgique de la «vieille» CGT réformiste, le FSC tente de remettre au goût du jour les pires élucubrations autour du «Produisons français» des années 1970-80, se faisant le champion d'une version musclée du «patriotisme économique». Il entend combattre non pas la bourgeoisie, mais les «multinationales», la «finance» et surtout l'Union Européenne. Face à ces ennemis étrangers, le FSC veut défendre «l'appareil industriel français», «réindustrialiser le pays», assurer «le sauvetage de l'industrie et au-delà le développement du pays» pour éviter «le retour d'un siècle en arrière que connaîtront la France et son peuple avec des pans entiers de l'économie réelle qui seront rayés de la carte, tandis que des régions entières seront dévastées par le chômage de masse et la misère». Tout cela au nom de l'intérêt général: «le capital qui dirige la vie économique, sociale, politique de notre pays est incapable d'œuvrer pour l'intérêt collectif: avec ses serviteurs politiques et médiatiques, il œuvre et manœuvre pour son strict intérêt de classe, pour ses privilèges et profits immenses» (6).

A la différence du «capital», les prolétaires devraient donc dépasser leurs stricts intérêts de classe pour sauver l'économie nationale et défendre un capitalisme bien tricolore contre ses concurrents étrangers!

C'est la ligne que défend le FSC sur la Grèce. Loin de dénoncer la bourgeoisie et le capitalisme grecs, il vocifère contre «le pouvoir des monopoles» et «le FMI et la Banque Mondiale appuyés par des dirigeants locaux corrompus et vassalisés» («Solidarité avec le peuple Grec!», 1/7/11).

C'est également sa position sur la lutte des FRALIB dans les Bouches-du-Rhône. Le FSC défend la «relocalisation des activités industrielles [comme] une absolue nécessité». Il présente cette lutte des ouvriers contre les licenciements comme «combat pour sauver leur entreprise rentable» («Les Fralib à Nice», 9/2/13) et reprend sur son site le slogan chauvin mis en avant par les syndicats: «L'Eléphant est Français, en Provence il doit rester»: ce ne sont pas les travailleurs qu'il faut défendre, mais l'entreprise qui les exploite!

Ces discours nationalistes sont fondamentalement réactionnaires, et ce depuis fort longtemps. Déjà en 1848, Marx et Engels écrivaient dans *Le Manifeste Communiste* que: «Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale».

Pour les **faussaires anticommunistes** du FSM qui se lamentent que la bourgeoisie enlève à l'industrie sa base nationale, les paroles sur le «syndicalisme de classe» ne sont que le cache-sexe d'un nationalisme interclassiste échevelé.

Ils veulent construire un nouveau Conseil National de la Résistance – à l'image de l'alliance entre le PCF, De Gaulle et d'autres forces bourgeoises pendant la Seconde Guerre mondiale – pour «l'avenir de la nation, de nos enfants de nos petits enfants, des services publics, de la santé et au-delà». Tout cela est justifié par le fait que la France se trouverait dans une situation proche de celle de 1940 car «l'Euro constitue une occupation monétaire destructrice depuis 2002 et l'oligarchie financière occupe et

possède le pouvoir» (Intervention du FSC au débat du M'PEP, 3/11/12). Si cette main tendue se fait avec quelques exclusives «en excluant bien évidemment l'extrême droite et le MEDEF», le FSC propose donc une large alliance interclassiste qui enchaîne le prolétariat non seulement à la petite-bourgeoise mais également aux petits patrons et aux partis de droite «patriotes»!

Ses déclarations bruyantes peuvent attirer des militants déçus par le collaborationnisme *new look* trop affiché de la CGT, mais le FSC n'est pas et ne sera jamais une opposition de classe dans la CGT ou dans le mouvement syndical. Ce «front» ne représente qu'une autre facette de la politique de collaboration de classe, un réformisme musclé «made in France».

En 1921, le Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge décrivait ce qu'est la lutte de classe:

«Le front des classes se trouve à l'intérieur du pays. La classe ouvrière fait partie de la société contemporaine. Elle s'est nourrie de la culture bourgeoise; ses enfants étudient dans les écoles de l'Etat, elle lit les journaux bourgeois, etc. Le front des classes est en zigzags et les ennemis de classe pénètrent la classe ouvrière, non seulement matériellement, mais aussi spirituellement; ils y comptent des adeptes, des disciples, des défenseurs, voire même des troubadours».

Le FSC – qui s'emploie à distiller le poison du chauvinisme dans les rangs ouvriers – n'est que le dernier avatar de ces ennemis!

(1) cf <http://www.frontsyndical-classe.org/article-toulouse-mars-2013-quel-congres-cgt-115640701.html>

(2) L'influence de la FSM se manifeste dans la défense par le FSC des sanguinaires régimes de Bachar el Assad ou de Kadhafi. A l'inverse de cette position, l'opposition résolue aux interventions militaires impérialistes sur une base de classe ne peut pas signifier le soutien aux régimes attaqués: il faut soutenir les prolétaires, jamais les régimes bourgeois.

(3) «Pour l'heure, ce sont Parisot et Mittal qui gouvernent!», 13/12/12

(4) «Contre-attaque», 28/1/13

(5) Ibidem

(6) «Pour l'heure...» op. cit.

## « Il Comunista »

Nr. 128 - Novembre 2012 /

Gennaio 2013

Nell'interno

- Ancora elezioni, ancora gigantesche fregature per i proletari!
- L'ondata scioperi in Sudafrica dimostra la necessità dell'organizzazione di classe!
- Nuove misure del collaborazionismo sindacale tricolore e del padronato per difendere la caduta dei profitti aumentando lo sfruttamento proletario
- Sciopero generale del 14 novembre 2012. Lo sciopero dev'essere arma di lotta in difesa esclusiva degli interessi proletari contro gli interessi capitalistici, non valvola di sfogo delle tensioni sociali acuitizzate dalla crisi capitalistica!
- Tregua a Gaza: l'imperialismo non conosce che tregue fra le guerre. Solo la guerra di classe contro il capitalismo potrà portare la pace nel mondo!
- Nuova pubblicazione di partito: El proletario
- Arduo lavoro di difesa delle linee programmatiche, politiche, tattiche e organizzative del Partito nella vitale critica marxista dell'imperialismo capitalista, nel bilancio dinamico del movimento comunista internazionale e nella prospettiva della futura ripresa della lotta di classe (Riunione Generale di partito., Milano, 15-16 dicembre 2012)
- La donna e il socialismo (4). (A. Bebel)
- Lottare contro la concorrenza fra proletari ed ogni manovra mistificatoria che mira a disorientare e paralizzare i lavoratori dell'ARPA Campania

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 - Abbonamento di sostegno 16 €, 50 FS; £ 12.

## Saint-Nazaire : Front unique des pompiers sociaux pour «sauver la Navale»

La Basse-Loire – qui s'étend de Saint-Nazaire à Nantes – est la seule véritable région industrielle de l'Ouest atlantique. Elle regroupe un terminal gazier, une raffinerie et un grand port pétrolier, une centrale électrique, des usines aéronautiques (Airbus), une usine sidérurgique (Arcelor, à Basse-Indre) un arsenal, des industries agroalimentaires (conserverie de poissons et de légumes, biscuiterie) et les derniers chantiers navals de France.

Après une période faste – pour les exploitants ! – au début des années 2000, les chantiers navals de Saint-Nazaire voyaient leurs carnets de commande désespérément vides et des centaines de prolétaires des entreprises sous-traitantes ont été licenciés pendant que ceux des chantiers STX subissaient de longues périodes de chômage partiel.

Fin décembre, grâce à l'intervention du gouvernement, les chantiers STX ont décroché un important contrat pour la construction d'un super-paquebot de 360m de long par 656 de large, pour 2700 cabines, capable d'accueillir 8460 passagers.

Avant cette annonce, l'entreprise était au bord de la faillite et des milliers de salariés étaient sous la menace du chômage à plus ou moins court terme. Pendant toute cette période, les pompiers sociaux – CGT en tête – et leurs suivistes d'« extrême » gauche ont tout fait pour qu'aucune riposte sur des bases de classe puisse naître.

### LE COLLABORATIONNISME POUR UNE « RÉELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE »

La CGT, majoritaire aux Chantiers, ne demandait pas la nationalisation mais n'a cessé de pleurnicher pour que les patrons (le groupe coréen STX et l'État) mettent en place « une réelle politique industrielle, ambitieuse, porteuse de commandes et d'emplois » et de « vraies décisions politiques qui permettent de pérenniser notre activité ». (Ouest-France, 11 décembre). La CGT a offert ses conseils aux patrons : travail avec la SNCM, qui doit renouveler ses car-ferries, et avec GDF-Suez, qui doit acquérir de nouveaux méthaniers.

Au niveau intersyndical, même son de cloche. FO et la CGT demandaient à l'État de devenir « l'actionnaire majoritaire » pour maintenir tous les emplois mais surtout pour « le développement de la filière construction navale » et « la diversification du Chantier Naval », « la création d'une banque publique d'État pour le financement de l'industrie et de l'exportation », « une véritable politique industrielle débouchant rapidement sur des commandes de navires ». (Tract FO-CGT du 28 novembre). Dans le cadre de cette politique de pression sur le gouvernement, les syndicats se sont contentés d'appeler à quelques débrayages d'une ou deux heures.

Une pétition politico-syndicale, à l'initiative de la CGT et du PCF, également lancée « Appel pour la navale – La construction navale a de l'avenir ! Nous nous mobilisons pour la défendre ! ». Elle est signée par les responsables locaux et départementaux du PCF, du PS, de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de l'UNSA. Cette pétition appelle à la mobilisation « en premier lieu des pouvoirs publics et des actionnaires pour gagner les solutions de nature à sortir de la situation de crise actuelle, renforcer et développer la filière navale dans son ensemble et le chantier STX en particulier » avec « une intervention forte et déterminée de la direction de STX France, de l'État actionnaire et des collectivités locales pour renforcer la place de la France dans le capital, et gagner dans l'urgence des commandes de navires sans exclusives ».

Cet appel se conclut avec, comme dernière revendication, « la défense de tous les emplois dans la navale, chez STX, les sous-traitants, dans les entreprises intérimaires » : c'est symboliquement la démonstration que la défense des intérêts des travailleurs vient en dernière place pour toute

cette bande, bien après la défense de l'entreprise et de l'économie locale; et qu'elle n'est même évoquée que pour mobiliser les prolétaires en faveur de ces dernières, en faveur d'intérêts strictement capitalistes.

En fait la CGT et toute la gauche politico-syndicale demandent à F. Hollande de poursuivre la politique initiée par Sarkozy en 2008: ce dernier avait nationalisé « partiellement » les chantiers en achetant le tiers des actions de l'entreprise, ce qui donne à l'État un droit de veto sur les grandes décisions. Est-ce que c'était le sort des travailleurs des chantiers qui avait motivé cette semi-nationalisation? Evidemment pas! C'était le sort des capitalistes du secteur qui expliquait cette décision, ainsi et surtout que le caractère stratégique d'une entreprise à qui à l'époque il était question de confier la construction d'un second porte-avions (dans le cadre d'une collaboration avec la Grande-Bretagne). Les travailleurs ne peuvent ni ne doivent accorder aucune confiance à l'État bourgeois: qu'il soit dirigé par des politiciens de gauche ou de droite il tranchera toujours contre leurs intérêts de classe, en faveur des intérêts bourgeois.

**A Saint-Nazaire comme ailleurs, le collaborationnisme prétend donner des conseils aux patrons pour mieux gérer le capitalisme. Ainsi, il ne fait que désarmer les prolétaires en les orientant dans la voie de l'inaction – avec la litanie des pétitions et des (in)actions ponctuelles et inoffensives (débrayages de quelques heures) – et de la défaite en fixant des objectifs qui concrètement ne peuvent que renforcer l'exploitation.**

Comme toujours, les suivistes pseudo-révolutionnaires ont emboîté le pas du collaborationnisme.

### LE POI VEUT « SAUVER LA NAVALE ET LA DÉVELOPPER »

Le Parti Ouvrier Indépendant – dirigeant l'Union départementale FO depuis des décennies avec Alexandre Hébert puis... son fils – appelle également à la nationalisation.

Pour concurrencer le PCF, le POI a lancé une pétition et « s'adresse à tous les élus, à tous les partis se réclamant de la défense des travailleurs pour réaliser l'unité et mobiliser la population sur ces exigences » (« Pour sauver le Chantier Naval, 385 citoyens dont 198 travailleurs du Chantier disent: Nationalisation maintenant! », 4/12/12). Elle donne à l'étatisation des objectifs strictement bourgeois de bonne gestion de l'entreprise: elle permettrait de « garantir l'avenir de la Navale et les milliers d'emplois directs et indirects, imposer une véritable politique industrielle et les commandes de navires, sortir de l'instabilité permanente des actionnaires et de leurs choix ».

Dans un communiqué commun avec le Front de gauche, le POI verse – une fois de plus! – dans le chauvinisme. Il dénonce « la volonté des actionnaires majoritaires actuels, le groupe coréen STX, [...] de s'accaparer la technologie du chantier nazairien pour faire construire les navires sur ses sites à l'étranger, là où la main d'œuvre est sous-payée » et « l'U.E. et ses traités basés sur « la concurrence libre et non faussée ! » [qui] constituent un obstacle à la nécessaire nationalisation... alors même que la Constitution de la République autorise la nationalisation! » (Communiqué FG Sud-Estuaire / POI, 18 décembre)

**Indignation épistolaire, appel à l'État bourgeois, nationalisme et interclassisme sont les mamelles du trotskisme lambertiste, auxquelles se rajoute maintenant l'idéalisation de la libre concurrence!**

A propos de concurrence, il doit faire face sur ce terrain bourgeois à celle de ses frères ennemis en trotskysme du NPA.

### LE NPA, CONSEILLER EN STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Les « anticapitalistes » dénoncent STX comme « un groupe international qui pom-

pe les subventions publiques et pille les savoir-faire avant de détruire le tissu social et industriel » et le « gouvernement qui – fidèle à sa ligne désormais habituelle – refuse l'affrontement avec le capital » (« D'ArcelorMittal à STX Saint-Nazaire, la position du NPA », 3/12/12). Encore le refrain contre les méchantes multinationales étrangères qui détruisent « notre » industrie nationale et l'idée que les politiques bourgeoises ne sont qu'une question de « choix » et de « volonté » – comme si les lois du capitalisme ne s'imposaient pas.

Ils critiquent « les perspectives mises en avant dans cet appel [des syndicats et des partis de gauche] comme très insuffisantes et au final peu mobilisatrices » et met en avant son opposition aux licenciements et la défense des prolétaires étrangers.

Il rappelle cependant ses prises de position très gestionnaires lors des dernières législatives.

A cette occasion, le NPA expliquait dans une déclaration commune avec le **Mouvement des Objecteurs de Croissance** que: « L'origine de la situation actuelle est claire: l'absence de diversification des activités de la part du groupe STX, focalisé sur les paquebots de luxe alors que d'autres segments auraient pu être explorés, et l'absence d'une politique industrielle favorisant le transport maritime et fluvial de la part de l'État, actionnaire à 33% de l'entreprise. Pourtant, les besoins existent: on sait par exemple que le renouvellement de 6 à 8 ferries pour le trafic Corse-Continent est nécessaire à l'horizon 2015-2018. On sait que GDF a besoin d'une cinquantaine de méthaniers et qu'un navire de pose d'éoliennes doit être construit pour mettre en oeuvre le programme du parc éolien offshore. Pourtant les perspectives de développement existent, car la construction maritime et fluviale a de l'avenir pour peu que les pouvoirs publics s'inscrivent dans une démarche favorisant les transports moins polluants et moins consommateurs en énergie, par rapport aux transports commerciaux aériens et routiers. La défense de l'emploi industriel dans la navale est une impérieuse nécessité dans la mesure où elle concerne toute la Basse-Loire et parce que cette activité répond à de réels besoins sociaux et écologiques ».

Où l'on voit que si les petits-bourgeois « décroissantistes » se découvrent partisans de la croissance industrielle, les « anticapitalistes », eux, font passer la solidarité avec les travailleurs pour la défense des intérêts économiques de la région (dans une sauce sociale et écologique pour paraître modernes et « de gauche »...!)

Nos deux associés réclamaient donc dans cette déclaration électorale la « Re-nationalisation des chantiers navals de Saint-Nazaire, appuyée sur la création d'un service public bancaire, la participation directe et le contrôle des salarié-es sur les grands choix de l'entreprise, les process de production et l'organisation du travail. La diversification des activités des chantiers... », etc. (« Tou-tes solidaires de tous les salarié-es de la Navale et de leurs familles », 23 mai 2012)

**Quelle totale dégénérescence de ces pseudo-révolutionnaires qui se prennent pour experts en stratégie industrielle et se croient meilleurs gestionnaires que les patrons!**

### LES CHANTRES DE LA NATIONALISATION « SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS »

Les multiples groupes d'« extrême » gauche abordent la situation des chantiers au détour d'un article sur Florange, sujet plus médiatisé. Ils se contentent de copier la rengaine de la nationalisation en essayant de la « gauchir ».

Les trotskistes réclament pêle-mêle la nationalisation « sans indemnité ni rachat avec le maintien de tous les emplois » (**Lutte Ouvrière**, communiqué du 26/11), « sous le

contrôle des travailleurs » par « un gouvernement bien plus à gauche, bien plus prêt à s'affronter avec les grands capitalistes » (**Gauche Révolutionnaire**, « Nationalisation d'Arcelor Mittal Florange : gouvernement de menteurs! », 1er décembre), « sous le contrôle démocratique des salariés [...] de tous les fleurons de l'industrie victimes de l'avarice capitaliste » (**La Riposte**, « ArcelorMittal, PSA, Petroplus... : nationalisation! », 13 décembre), « sous leur contrôle [des travailleurs], par l'ouverture des livres de comptes et la levée du secret bancaire » (**Groupe Socialiste Internationaliste**, « Trahison! », **L'Internationaliste**, décembre) ou « sans indemnité ni rachat (les actionnaires se sont suffisamment gavés), sous le contrôle des travailleurs. Eux savent comment produire. Eux-seuls ont intérêt au maintien de la production, de sa reconversion éventuelle, au profit des besoins de la population » (**Courant Communiste Révolutionnaire du NPA** – une tendance de « gauche » de ce rassemblement hétéroclite, « Florange comme ailleurs, expropriation, nationalisation, contrôle ouvrier! », **Révolution permanente**, décembre 2012).

Pour leur part, les « marxistes-léninistes » demandent eux la « réquisition des usines sans indemnité afin que la production ne soit plus seulement au bénéfice d'une minorité mais serve les besoins de la société toute entière » (**Parti Communiste Maoïste de France**, « Occupons les usines avant qu'ils nous licencient! », 27 juin), le PCM ignorant que la société est divisée en classes aux intérêts et besoins antagoniques; ou une nationalisation pour « soustraire des secteurs stratégiques aux appétits voraces des monopoles privés, comment elle peut permettre de développer une production dans de bonnes conditions de travail pour les salariés, une production répondant à des critères d'économie d'énergie et de respect de l'environnement » (**Parti Communiste des Ouvriers de France**, « Solidarité avec les sidérurgistes d'ArcelorMittal », 2 décembre 2012): il est bien connu que les monopoles publics bourgeois développent une production capitaliste bonne pour les salariés, l'environnement et, en plus, économisant l'énergie!

L'**Union des Révolutionnaires Communistes de France**, groupe national-stalinien vivant en marge du PCF, défend la « nationalisation démocratique et populaire sans indemnités du propriétaire et avec contrôle ouvrier » (« Les communistes révolutionnaires et la question de la nationalisation », 30 novembre) qu'elle habille d'un langage pseudo-communiste en affirmant que les entreprises d'État ne seront pas « des « îlots de socialisme » et relèveront du capitalisme d'État ». Les entreprises étatisées « pourront servir d'exemple pour conscientiser l'ensemble du monde du travail [...] à l'exigence de socialisation de l'ensemble de l'économie, liquidant ainsi le capitalisme. » et ouvriront « une période historique où les travailleurs imposeront des reculs au Capital, gagneront et exerceront de nouveaux droits, contrôleront et dénonceront la gestion capitaliste ». Quel programme: faire des prolétaires les gestionnaires d'une entreprise capitaliste et leurs propres exploités! Aucune chance que cela fasse progresser une quelconque conscience de classe!

### PLUS D'ÉTAT ? A BAS L'ÉTAT BOURGEOIS !

Au final, ce front unique des pompiers sociaux diffuse le même blabla pour une étatisation – au nom de l'« intérêt général » – de certains secteurs de l'économie et des entreprises qui licencient. Les « révolutionnaires » l'agrémentent du célèbre « contrôle ouvrier » – même s'ils évitent de prononcer ce dernier mot qui pourrait choquer les chastes oreilles « citoyennes » – dans le cadre du mode de production capitaliste.

**Comme si le prolétariat avait la moindre chose à gagner à exercer la gestion des entreprises! Comme si une gestion différente – et plus honnête grâce à l'ouverture des livres de compte – permettrait de changer les conditions d'existence des prolétaires**

( Suite en page 8 )

## La CNT ou le réformisme en « rouge et noir »

La Confédération Nationale du Travail aime se présenter comme «syndicalisme révolutionnaire» et héritière de la CGT d'avant 1914. Lénine définissait le syndicalisme révolutionnaire comme «*résultat direct et inévitable de l'opportunisme, du réformisme, du crétinisme parlementaire.*» (Lénine, «Préface à la brochure de Lunatcharski sur l'attitude du parti envers les syndicats» 1907). La CNT est loin d'être une réaction au collaborationnisme, elle n'en ait que la version «rouge et noire».

Comme les syndicats tricolores, la petite centrale anarco-syndicaliste efface les frontières de classe en jugeant par exemple que «*les petit-e-s patron-ne-s ne sont finalement que des salarié-e-s indirect-e-s du système*» («Préparons une vraie grève générale illimitée partout en Europe!»). Ces «petits» exploités seraient donc des alliés du prolétariat dans son combat! Ce combat n'est pas contre l'exploitation capitaliste mais contre la «*financiarisation de l'économie*» et le fait que «*La finance s'est détachée de l'économie réelle et a pris le pouvoir sur le monde*» (CNT Infos 17 juillet-août 2012 «Pour une réindustrialisation humaine, écologique et démocratique»). **Ouvriers, petits-patrons, tous unis pour un capitalisme humain, démocratique et écologique: voici le front anti-libéral à la sauce anarco-syndicaliste!**

Ce très bourgeois «anti-libéralisme» est confirmé par les prises de position de la CNT sur le Traité budgétaire européen. Elle le présente comme «*un condensé de libéralisme, dans la ligne de ce que peut exiger la droite européenne. Privatisation des services publics des transports, achèvement de la libéralisation du marché de l'énergie, dumping social par l'obligation de libre-échange avec l'Inde ou Singapour, multiplication des partenariats public-privé, la liste est longue des pilules à faire*

*avalier aux peuples européens!*» («Traité européen : Basta!», *Basta*, novembre 2012, bulletin de la CNT Val d'Oise) Le «peuple» serait donc victime à la fois des changements de propriétaire d'entreprises capitalistes (les privatisations) mais encore de la concurrence étrangère (le «dumping social»). C'est le langage des sociaux-chauvins à la Mélenchon, pas celui des révolutionnaires!

Cela s'accompagne d'une nostalgie pour la collaboration de classe. Selon la CNT, aujourd'hui «*les organisations syndicales en seraient réduites à faire le "sale boulot" au profit de l'employeur*» alors qu'hier «*la négociation collective avait pour but d'améliorer la situation des salariés*». C'est pourquoi, elle pleurniche car «*Au nom du dialogue social on assiste donc à un détournement de la négociation collective dans un sens défavorable aux salariés!*» (CNT Infos 15 mars 2012 avril 2012 «Accord compétitivité-emploi ou comment sécuriser la flexibilité!»)

On est bien dans le réformisme que dénonçait l'Internationale Syndicale Rouge (ISR), liée à l'Internationale Communiste, dans son «Programme d'action» en 1921: «*L'essence [de la stratégie révolutionnaire] consiste à maintenir toujours bien délimitée la frontière entre les classes, à ne jamais l'estomper, à souligner toujours les principes qui existent, à rendre toujours plus aiguës les contradictions, alors que la tactique réformiste consiste à arrondir les angles vifs, à rejoindre les fentes, à atténuer et adoucir les contradictions de classes*».

De plus, la CNT reprend également la croisade cégétiste pour la «réindustrialisation» et contre les «délocalisations».

Évidemment, comme tout bon réformiste, l'objectif est de démocratiser et d'humani-

niser le capitalisme. La réindustrialisation est présentée comme l'occasion de le faire: «*Il nous faut profiter de ce grand chantier pour faire avancer d'autres idées: économie locale, écologique, sociale et solidaire, démocratique... [...] En tant que syndicalistes, nous devons nous battre aujourd'hui pour redévelopper une industrie et en profiter pour la rendre plus humaine, plus respectueuse de l'environnement, plus démocratique. C'est l'occasion de reprendre la main sur l'appareil productif. Les coopératives de production peuvent être un moyen efficace d'y parvenir. Nous devons nous battre pour orienter autrement nos richesses*». (CNT Infos 17 juillet-août 2012 «Pour une réindustrialisation humaine, écologique et démocratique».)

«**nos richesses**»: à qui la CNT veut faire référence cet adjectif possessif? A une «communauté nationale» qui rassemblerait tous les citoyens, comme le prétendent les propagandes bourgeoises et réformistes les plus grossières? Sous le capitalisme les richesses appartiennent aux capitalistes et à eux seuls! Quant à «*reprendre la main sur l'appareil productif*», quoi que cela veuille dire, cela ne peut être possible que par une **révolution** qui supprimerait justement cette propriété capitaliste et briserait toute l'organisation économique bourgeoise, et pas par la création de quelques SCOP où les travailleurs sont obligés de s'exploiter eux-mêmes pour faire survivre leur entreprise autogérée!

La CNT s'inscrit dans la plus pure tradition des «**contre-plans industriels**» de la CGT qui prétendent mieux gérer les entreprises capitalistes que les bourgeois et de l'autogestion qui prétend créer des flots de gestion ouvrière dans le capitalisme. «*Syndicalistes, nous devons lutter pour redonner de l'air à l'appareil productif [sic!]. Il faut arrêter l'hécatombe en terme d'emplois. [...] Il faut imposer aux entreprises d'investir dans la recherche-développement notamment dans l'innovation écologique plutôt que d'engraisser les actionnaires.*

*Surtout, il faut redonner de l'air aux travailleurs en augmentant tous les salaires pour commencer et en leur permettant de prendre en main cet appareil productif. Les patrons veulent se tirer de France et bien qu'ils s'en aillent à l'image de Seafrance ou de la lutte des Fralib, les travailleurs doivent être aidés à reprendre leurs entreprises sous forme de SCOP afin d'en devenir les gestionnaires*» (CNT Infos 18 septembre 2012 «PSE: Plan de Sabotage de l'Emploi»)

C'est la vieille rengaine réformiste sur «*la logique économique [qui] voudrait qu'on cherche de nouvelles recettes permettant de satisfaire les besoins de chacun*» («Traité européen: Basta!», *Basta*, novembre 2012, bulletin de la CNT Val d'Oise). Une fois de plus, **la CNT n'a vraiment de révolutionnaire que l'étiquette. Il y a clairement tromperie sur la marchandise!**

**Les prolétaires ne doivent pas se leurrer sur les anarco-syndicalistes. Ils doivent savoir qui est l'ami et qui est l'ennemi. Ils ne doivent pas espérer réformer le système d'exploitation.**

Ils doivent avoir clairement à l'esprit que, comme le disait l'IR: «*toutes les armes sont employées par la bourgeoisie, depuis l'artillerie lourde policière jusqu'aux gaz asphyxiants du réformisme. Sur cet immense front, il faut toujours savoir trouver les points faibles, repousser l'attaque et passer à l'offensive, maintenir sa direction, ne jamais reculer devant un moyen de lutte contre l'ennemi de classe, combattre impitoyablement, dans le milieu ouvrier, les espions de la bourgeoisie et leurs acolytes, et, en exploitant méthodiquement, posément et opiniâtrement chaque faux-pas de l'ennemi, avançant quand cela s'impose, se reliant au besoin pour reformer ses rangs, mener la classe ouvrière au but final: au socialisme*».

**Dans ce combat, les prolétaires ne doivent pas se leurrer: les anarco-syndicalistes sont de faux amis qui se sont depuis longtemps mis au service de l'ennemi de classe.**

## Karl Marx La conception matérialiste de l'évolution historique

Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.

L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées.

Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves.

Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.

Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur

l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de boule-ver-se-ment sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction.

Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

Karl Marx, extrait de l'introduction à la «Critique de l'Economie Politique», 1859

## Saint-Nazaire ...

(Suite de la page 7)

**res! Comme s'il pouvait exister un «pouvoir ouvrier» dans l'usine sans avoir détruit l'État bourgeois et instauré la dictature du prolétariat!**

Ceux qui colportent le remède miracle de la nationalisation aux prolétaires sont des bonimenteurs et des charlatans.

Ils mentent sur la nature de l'État qui est, comme le disait Engels, «*l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.*» (Socialisme utopique et socialisme scientifique, 1880).

Ils mentent en faisant croire que, dans le cadre du capitalisme, des entreprises peuvent échapper aux règles de ce mode de production. Leur camelote a depuis longtemps été rejeté par les communistes. En 1919, les jeunes dirigeants bolcheviks Nikolaï Boukharine et Evgueni Préobrajensky, dans *L'ABC du communisme*, dénonçaient les prétentions du socialisme petit-bourgeois au «*développement des coopératives, des associations de petits producteurs, etc...*» *Sous le régime capitaliste, les coopératives dégénèrent souvent en vulgaires organisations capitalistes, et les coopérateurs eux-mêmes ne se distinguent presque en rien des purs bourgeois.*

Le collaborationnisme et ses mouches de coche d'«extrême» gauche ne sont des colporteurs de l'idéologie bourgeoise et des défenseurs de l'exploitation capitaliste. Ce sont des obstacles à la reprise de la lutte révolutionnaire classe contre classe.

Notre site Internet :  
www.pcint.org

Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2013

Aix: 310,00 / Claude: 7,50 / Fabien: 32,50 / Laurent: 2,50 / Laval: 16,00 / Paris: 600,00 / Raymond: 100,00 / Roland: 23,00 / Victor: 20,00

Total liste: 1111,50

### Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

Pour la France :  
NOUVELLE ADRESSE:  
Programme, B.P. 57428  
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme,  
Ch. de la Roche 3, 1020 Renens  
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835,  
20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.  
**Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «**programme communiste**» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «**il comunista**», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «**el programa comunista**», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**